

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------|---------------------------|----------|
| Togo, France et Colonies | 35 fr. | 20 fr. |
| Étranger | 50 fr. | 30 fr. |
| | Pays à plein tarif 60 fr. | 35 fr. |

Prix du numéro

| | |
|-------------------------------|--------------|
| Au comptant, à l'imprimerie : | 1, fr. 50. |
| Par porteur ou par la poste : | |
| Togo, France et Colonies : | 1, fr. 75 |
| Étranger : | Port en sus. |

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|--------------------------|--------------------------------|
| La ligne | 2 fr. |
| Minimum | 10 fr. |
| La page | 200 fr. |
| Chaque annonce répétée : | moitié prix ; minimum : 10 fr. |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 25 décembre 1932, autorisant l'ouverture de travaux et l'engagement de dépenses sur le programme d'emprunt du territoire sous mandat du Togo. (Arrêté de promulgation du 24 janvier 1933). 78

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 21 décembre 1932, modifiant au Togo les droits d'importation sur les sacs de jute vides ou pleins neufs ou usagés, ainsi que sur tissus de jute, d'abaca, d'aloès, de textile et d'autres végétaux filamenteux non dénommés. 81

Arrêté du 24 janvier 1933, portant élévation du montant maximum d'encaisse du bureau de la recette principale des P. T. T. de Lomé. 82

Arrêté du 24 janvier 1933, portant nomination d'un chef de canton. 83

Arrêté du 24 janvier 1933, modifiant l'arrêté du 20 novembre 1932, fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 francs. 83

Arrêté du 24 janvier 1933, portant réglementation des sépultures au Togo. 83

Arrêté du 24 janvier 1933, fixant pour l'année 1933 le montant des allocations servies à des chefs et à d'anciens agents indigènes. 85

Arrêté du 24 janvier 1933, créant de nouvelles rubriques au budget spécial d'emprunt. 86

Arrêté du 24 janvier 1933, majorant le taux de l'indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents non logés dans les bâtiments administratifs. 86

Arrêté du 24 janvier 1933, modifiant les taux de l'indemnité de campement. 86

Arrêté du 24 janvier 1933, accordant une indemnité au receveur municipal de la commune mixte de Lomé. 87

Arrêté du 24 janvier 1933, créant une agence intermédiaire de la commune mixte de Lomé. 87

Arrêté du 24 janvier 1933, modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo. 88

Arrêté du 24 janvier 1933, complétant l'arrêté N° 340 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo. 89

Arrêté du 24 janvier 1933, accordant deux bourses et une allocation. 89

Arrêté du 24 janvier 1933, approuvant le budget de la commune-mixte de Lomé. 90

Arrêté du 28 janvier 1933, fixant les heures de travail de la station de T. S. F. de Lomé, autorisant et réglementant le paiement des heures supplémentaires effectuées par les agents du service radioélectrique à Lomé. 90

Arrêté du 30 janvier 1933, déclarant infectée de peste bovine dans la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé) la région entre la Kara au nord, Kidjaboun au sud et l'Ot à l'ouest. 91

Arrêté du 30 janvier 1933, portant prorogation de crédits du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt — exercice 1932. 91

| | |
|--|-----|
| Arrêté du 31 janvier 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932. | 91 |
| Arrêté du 3 février 1933, relatif à la participation de l'armée et des formations de milice au maintien de l'ordre public dans les territoires du Togo, soumis au mandat de la France. | 93 |
| Décision du 5 février 1933, relative à la place de Lomé. | 97 |
| Arrêté du 6 février 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933. | 98 |
| Arrêté du 10 février 1933, créant une 4 ^e classe à l'école ménagère de Lomé. | 99 |
| Arrêté du 10 février 1933, réorganisant le cours complémentaire de Lomé. | 99 |
| Arrêté du 10 février 1933, modifiant la composition de la commission chargée de l'examen des marchés. | 99 |
| Nominations, mutations, etc... concernant le personnel | 100 |
| Avances | 105 |
| Censeur administratif | 105 |
| Chef du secrétariat général | 105 |
| Commissions | 105 |
| Feux de brousse | 105 |
| Monnaies anglaises | 105 |
| Secours | 106 |
| Domaines | 106 |
| Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de janvier 1933 | 107 |
| Etat des principaux produits du crû exportés pendant le mois de janvier 1933 | 108 |
| Horaire du service transsaharien | 109 |
| Etat par espèce des produits du commerce transportés sur les trois lignes pendant le 4 ^e trimestre 1932 | 110 |
| Avis d'adjudication pour le service de chemin de fer et du wharf. | 112 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---|-----|
| Avis de la Légion française des Croix de guerre | 140 |
| Annonces — (Voir supplément) | |

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PARTIE OFFICIELLE

Travaux sur fonds d'emprunt

ARRETE N° 44 promulguant au Togo le décret du 25 décembre 1932 autorisant l'ouverture de travaux et l'engagement de dépenses sur le programme d'emprunt du territoire sous mandat du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 décembre 1932 autorisant l'ouverture de travaux et l'engagement de dépenses sur le programme d'emprunt du territoire sous mandat du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 25 décembre 1932, autorisant l'ouverture de travaux et l'engagement de dépenses sur le programme d'emprunt du territoire sous mandat du Togo.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT.

Au Président de la République Française.

Paris, le 25 décembre 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 22 février 1931 a autorisé le Commissariat de la République française au Togo à contracter un emprunt de 65 millions de francs, auquel s'ajoute une somme de 8 millions affectée, par priorité, à la protection sanitaire démographique. Cet emprunt est destiné à financer, concurremment avec d'autres ressources, la construction d'une voie ferrée entre Atakpamé et Sokodé (prolongement du chemin de fer central togolais).

Le coût total du chemin de fer a été évalué à 110 millions, dont 65 devant provenir de l'emprunt, 25 millions des prestations allemandes et 20 millions de la participation du budget local.

Des décrets du 25 juin 1931 et 19 octobre 1932 ont autorisé l'ouverture :

a) Du prolongement du chemin de fer central togolais entre Atakpamé et Sokodé, infrastructure et superstructure entre les kilomètres 0 et 67.500;

b) De dépenses de protection sanitaire et démographique.

Le Commissaire de la République au Togo expose qu'au cours de l'exercice 1931, les travaux du chemin de fer central togolais n'ont pu être poussés que jusqu'au kilomètre 62.500, une somme de 3.900.000 frs., correspondant à l'achèvement jusqu'au kilomètre 67.500 ayant dû être employée à des dépenses non prévues en 1931 et correspondant au transport par mer de matériel de voie, wharfage de ce matériel, douane et taxes diverses.

Il propose aujourd'hui d'autoriser :

a) En ce qui concerne le tronçon du kilomètre 0 au kilomètre 67.500 :

1^o — L'achèvement proprement dit du lot nécessitant une dotation de 1.749.000 francs de dépenses supplémentaires, plus les 3.900.000 francs employés à

des dépenses non prévues, comme il est exposé plus haut, soit 5.649.000

2^o — Le remboursement des dépenses faites sur les exercices antérieurs 1.740.000

3^o — Le remboursement partiel des avances consenties par la caisse de réserve pour le début des travaux 10.000.000

Soit au total 17.389.000

Le remboursement des avances faites pour l'exécution des travaux de la voie ferrée est prévu dans le décret du 2 août 1932 autorisant la réalisation de la deuxième tranche d'emprunt du Togo.

b) La construction des tronçons du kilomètre 67.500 au kilomètre 118. 17.411.000 francs.

c) L'utilisation du matériel de voie et du ciment provenant des prestations allemandes. 1.196.000 frs.

d) Les dépenses de protection sanitaire et démographique 4 millions de francs.

Ces travaux, dont une partie sera financée, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous, par des ressources autres que celles provenant de l'emprunt, sont résumés au tableau ci-après :

| DESIGNATION DES RUBRIQUES DE LA LOI D'EMPRUNT ET DES TRAVAUX dont l'ouverture est demandée. | ENGAGEMENTS DE DEPENSES DEMANDEES | | |
|--|-----------------------------------|---|------------|
| | Sur fonds d'emprunt | Sur autres ressources que l'emprunt | Totaux |
| | francs | francs | francs |
| A. — Prolongement du chemin de fer central togolais entre Atakpamé et Sokodé : | | | |
| 1 ^o — Travaux d'infrastructure et de superstructure entre les kilomètres 0 et 67,500 2 ^e dotation | 17.389.000 | — | — |
| 2 ^o — Travaux d'infrastructure et de superstructure entre les kilomètres 67,500 et 118 | 17.389.000 | — | — |
| 3 ^o — Contribution du budget local ordinaire au budget des grands travaux, matériel de voie et ciment provenant des prestations en nature et employé aux travaux de construction du chemin de fer entre les kilomètres 0 et 118 | — | 1.196.000 | — |
| Totaux | 34.800.000 | 1.196.000 | 35.996.000 |
| B. — Protection sanitaire et démographique : | | | |
| 1 ^o — Mesures d'ordre général dans la métropole 500.000 | | | |
| 2 ^o — Mesures d'ordre local : | | | |
| Personnel 906.000 | | | |
| Matériel 2.594.000 | | | |
| Total 3.500.000 | | | |
| Total pour la protection sanitaire et démographique. | 4.000.000 | — | 4.000.000 |
| Totaux | 38.800.000 | 1.196.000 | 39.996.000 |

Les dépenses dont l'engagement a été précédemment autorisé au titre du programme de grands travaux fixé par la loi du 22 février 1931 et par les décrets des 25 juin 1931 et 19 octobre 1932, se résument comme suit :

| DÉSIGNATION | ENGAGEMENTS | | |
|---|---------------------|-------------------------------------|---------------|
| | Sur fonds d'emprunt | Sur autres ressources que l'emprunt | Totaux |
| | francs | francs | francs |
| Prolongement du chemin de fer central togolais entre les kilomètres 0 et 67,500 : | | | |
| Travaux d'infrastructure et de superstructure | 25.000.000 | 11.889.064,82 | 36.889.064,82 |
| Dépenses de protection sanitaire et démographique | 2.000.000 | — | 2.000.000,00 |
| Totaux | 27.000.000 | 11.889.064,82 | 38.889.064,82 |

Si l'on ajoute aux engagements déjà autorisés le montant des dépenses visées au nouveau projet de décret ci-annexé, on trouve :

| DÉSIGNATION | ENGAGEMENTS | | | | | |
|---|---------------------|------------|------------|---------------------------------------|-----------|---------------|
| | SUR FONDS D'EMPRUNT | | | SUR D'AUTRES RESSOURCES QUE L'EMPRUNT | | |
| | Déjà autorisés | Proposés | Totaux | Déjà autorisés | Proposés | Totaux |
| | francs | francs | francs | francs | francs | francs |
| Prolongement du chemin de fer central togolais entre les klm. 0 et 118. — Travaux d'infrastructure et de superstructure | 25.000.000 | 34.800.000 | 59.800.000 | 11.889.064,82 | 1.196.000 | 13.085.064,82 |
| Dépenses de protection sanitaire et démographique | 2.000.000 | 4.000.000 | 6.000.000 | — | — | — |
| Totaux | 27.000.000 | 38.800.000 | 65.800.000 | 11.889.064,82 | 1.196.000 | 13.085.064,82 |

J'ai approuvé l'ensemble du projet de construction de la voie ferrée et le plan des mesures sanitaires et démographiques.

Le montant total de chacune des dépenses autorisées sur les fonds d'emprunt (59.800.000 et 6 millions) ne dépasse pas le montant des dotations d'emprunt fixées par la loi du 22 février 1931 (65 millions pour la voie ferrée et 8 millions représentant la part du Togo sur le supplément de 300 millions affectés à la protection sanitaire démographique).

Le montant des ressources autres que l'emprunt (13.085.064 frs. 82) concerne la valeur des fournitures sur prestations allemandes employées aux travaux de construction du chemin de fer. Le budget spécial de grands travaux du territoire du Togo comporte inscription en recettes de la valeur de ce matériel au titre des prestations allemandes, dont le paiement des annuités est assuré par le budget local ordinaire.

Enfin, le Commissariat de la République française

au Togo dispose des ressources nécessaires pour assurer le service de l'emprunt autorisé.

L'intervention du décret faisant l'objet du présent rapport, satisfaisant aux prescriptions de la loi du 22 février 1931, j'ai l'honneur, après avoir pris l'avis du ministre des finances, de vous prier de bien vouloir revêtir le projet de décret ci-joint de votre signature.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française

au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de trois milliards neuf cents millions de francs;

Vu les décrets des 18 avril 1931 et 2 août 1932 autorisant le commissariat de la République française au Togo la réalisation de deux tranches d'emprunt fixées respectivement à 27 millions et 38.800.000 francs;

Vu le décret du 8 mai 1931 instituant un budget spécial de grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt;

Vu les décrets des 25 juin 1931 et 19 octobre 1932 autorisant l'ouverture des travaux du chemin de fer du nord du Togo entre le Km. 0 et le Km. 67 + 500 et les dépenses relatives à la protection sanitaire démographique;

Considérant que les projets définitifs des travaux énumérés à l'article 1er ci-après ont été, ainsi que le plan des mesures sanitaires démographiques, approuvés par le ministre des colonies;

Sur la proposition du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'avis du ministre des finances;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés, au titre du programme de grands travaux fixé par la loi du 22 février 1931, les travaux suivants ainsi que l'engagement des dépenses jusqu'à concurrence des sommes ci-après désignées :

| ENUMERATION DES TRAVAUX AUTORISES | ENGAGEMENTS AUTORISES. | | |
|---|------------------------|-------------------------------------|------------|
| | Sur fonds d'emprunt | Sur autres ressources que l'emprunt | Totaux |
| A. — Prolongement du chemin de fer central togolais entre Atakpamé et Sokodé : | francs | francs | francs |
| 1 ^o — Travaux d'infrastructure et de superstructure entre les kilomètres 0 et 67,500 | 17.389.000 | — | 17.389.000 |
| 2 ^o — Travaux d'infrastructure et de superstructure entre les kilomètres 67,500 et 118 | 17.411.000 | — | 17.411.000 |
| 3 ^o — Utilisation des prestations allemandes entre les kilomètres 0 et 118 | — | 1.196.000 | 1.196.000 |
| B. — Protection sanitaire et démographique | 4.000.000 | — | 4.000.000 |
| Totaux | 38.800.000 | 1.196.000 | 39.996.000 |

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire sous mandat du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 décembre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier colonial notamment en son article 74;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté n° 629 du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance (approuvé par câblogramme ministériel n° 228 du 26 décembre 1928);

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 1 de l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire des produits de toute origine et provenance est ainsi modifié en ce qui concerne les sacs de jute importés vides ou pleins neufs ou usagés, les tissus de jute, d'abaca, d'aloès, de textilose et d'autres végétaux filamenteux non dénommés.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits d'importation sur les sacs de jute et autres tissus

ARRETE N° 627 modifiant au Togo les droits d'importation sur les sacs de jute vides ou pleins neufs ou usagés, ainsi que sur les tissus de jute, d'abaca, d'aloès, de textilose et d'autres végétaux filamenteux non dénommés.

| DÉSIGNATION DES PRODUITS | UNITÉS sur lesquelles portent les droits | QUOTITÉ des droits | OBSERVATIONS |
|--|---|--|---|
| I — Sacs de jute neufs présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 c/m de côté après division par deux . . . | Jusqu'à 15 fils simples ou doubles, unis ou croisés de 16 à 25 de 26 à 35 de 36 à 45 plus de 45 | 100 kilos brut — — — — | 83,60 104,50 138,60 180,40 235,40 |
| II — Sacs de jute ayant servi importés vides . . . | — | Mêmes droits que pour les sacs neufs selon la catégorie. | |
| III — Sacs de jute importés pleins présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 c/m de côté après division par deux . . . | Jusqu'à 25 fils simples ou doubles, unis ou croisés de 26 à 35 de 36 à 45 plus de 45 | — — — — | 36,80 36,80 36,80 47,08 |
| IV — Tissus de jute, d'abaca, d'aloès, de textilose et d'autres végétaux filamenteux non dénommés . . . | I — Tissus grossiers et d'emballage semelles et tresses pour espadrilles II — Rubanerie, passementerie, velours et peluches, tissus pour ameublement et articles de qualité analogue III — Tapis de pied même confectionnés ou avec franges cousues | 100 kilos net — — | 55,20 138,00 92,00 |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 24 en date du 9 février 1932).

P. T. T.

ARRETE N° 43 portant élévation du montant maximum d'encaisse du bureau de la recette principale des P. T. T. de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 1930 portant élévation du montant maximum d'encaisse des bureaux des P. T. T. de la colonie;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'encaisse maximum en numéraire du bureau de la recette principale des postes et télégraphes de Lomé est fixée à 40.000 francs.

ART. 2. — Le minimum de l'encaisse de ce même bureau est fixé à la moitié des sommes indiquées à l'article premier.

ART. 3. — Le chef du service des postes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Chefs de canton**ARRETE N° 45 portant nomination d'un chef de canton.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Sur la proposition de l'administrateur, commandant le cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — YAWO BAGA est nommé chef de canton de Lawie, en remplacement de BAGA NYAO AMEGA, démissionnaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Taxe sur le revenu**ARRETE N° 46 modifiant l'arrêté du 20 novembre 1932, fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 francs.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 francs;

Sur la proposition du commandant de cercle d'Atakpamé;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau « catégorie ordinaire » de l'article premier de l'arrêté sus-visé du 20 novembre 1932 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Cercle d'Atakpamé 20 frs.

Mettre :

Cercle d'Atakpamé :
Canton de Kpessi 15 frs.
Canton de l'Adélé 10 frs.
Tous autres cantons 20 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Sépultures**ARRETE N° 47 portant réglementation des sépultures au Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 prairial an XII sur les sépultures;

Vu les articles 77 du code civil, 358, 359 et 360 du code pénal;

Vu les arrêtés ministériels des 29 juillet 1916 et 17 novembre 1924 sur les exhumations et transferts;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1921 sur les déclarations de décès;

Vu le décret du 26 juillet 1922 portant application au Togo du décret du 14 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en A. O. F., modifié par les décrets des 6 mai 1922, 24 juillet 1924, et 11 novembre 1929;

Après avis du conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :**TITRE I****De la déclaration de décès.**

ARTICLE PREMIER. — Le décès de toute personne survenu dans un centre urbain du territoire du Togo, doit être déclaré au chef de la circonscription administrative du lieu du décès ou du lieu de la découverte du corps.

La déclaration est faite dans les douze heures par écrit ou verbalement par le chef de famille ou à défaut, par le parent le plus proche, par un ami voisin du décédé, par un témoin du décès, par le chef du village ou du quartier sur le territoire duquel a eu lieu le décès ou la découverte du corps.

ART. 2. — La déclaration est accompagnée d'un certificat de décès établi par un docteur en médecine autorisé à exercer dans le Territoire, ou par un médecin auxiliaire diplômé de l'école de médecine de Dakar.

Dans le cas d'absence de médecin, momentanée ou permanente, l'autorité administrative peut délivrer une attestation portant reconnaissance de corps après avoir recherché et établi par tous les moyens la certitude du décès et ses causes.

ART. 3. — Sur production du certificat médical, ou de l'attestation administrative, et s'il n'y a pas présomp-

tion de crime, le chef de la circonscription administrative délivre le permis d'inhumer sans préjudice de l'inscription de l'acte de décès sur le registre de l'état-civil dans le cas où cette inscription est requise. Il est alors procédé à la mise en bière et à l'ensevelissement dans les conditions prescrites ci-dessous.

ART. 4. — La mise en bière ne peut être effectuée que 18 heures au plus tôt et 23 heures au plus tard après le décès.

Cependant si le décès paraît résulter d'une maladie suspecte, notamment dans le cas de décès survenu à la suite d'une maladie contagieuse ou épidémique, ou en cas de décomposition rapide par suite d'immersion ou d'exposition au soleil prolongée, et d'une façon générale dans tous les cas où la protection de la santé publique peut l'exiger, le chef de la circonscription administrative peut, sur l'avis du médecin, faire procéder à la mise en bière immédiate avec faculté d'ordonner la sépulture avant l'expiration du délai prévu à l'article 10.

Toutes les fois où il sera décidé de procéder à des vérifications l'autorité administrative pourra, sur l'avis du médecin de la localité, prescrire toutes constatations nécessaires et même l'autopsie.

Dans les cas où l'inhumation devrait être différée au delà des délais ordinaires, la conservation du cadavre ne peut être autorisée qu'après mise en bière dans un deuxième cercueil, dans les conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1916 réglant les conditions de transfert des dépouilles mortelles en Europe.

ART. 5. — S'il y a crime, l'autorité judiciaire se substitue d'office à l'autorité administrative.

ART. 6. — Il ne peut être procédé aux opérations tendant à la conservation des corps, par embaumement ou par tout autre moyen, sans autorisation préalable du chef de la circonscription administrative.

TITRE II

Des funérailles.

ART. 7. — Le service extérieur des pompes funèbres comprend le transport du corps, la fourniture du matériel, et le personnel nécessaire aux inhumations et exhumations. Il relève de l'autorité administrative; il est exécuté moyennant paiement d'une redevance.

Toutefois dans les centres où ce service n'est pas organisé la famille du décédé y pourvoit à sa convenance sous le contrôle de l'autorité administrative.

ART. 8. — Les frais afférents aux funérailles sont dus par la famille du décédé; à défaut de famille ou en cas d'urgence, le chef de la circonscription administrative pourvoit à la sépulture des personnes décédées, sauf à poursuivre le remboursement des frais contre qui de droit.

Toutefois le service des funérailles peut être effectué gratuitement sur décision spéciale du Commissaire de la République ou en cas d'indigence dûment constatée.

En tous les cas risquant de compromettre l'ordre ou la santé publics, le chef de la circonscription administrative doit procéder aux opérations d'inhumation et d'ensevelissement sans considération de culte, de nationalité ou de race. Néanmoins, toutes les fois où il s'agit de décès d'un indigène, la coutume doit être respectée dans la mesure même où elle n'est pas incompatible avec les prescriptions du présent arrêté.

ART. 9. — Les conditions des funérailles, notamment en ce qui concerne leur caractère civil ou religieux, sont décidées d'après la volonté du défunt ou, si elle n'est pas exprimée, d'après la volonté de la famille.

ART. 10. — Les corps sont inhumés dans un délai de vingt-quatre heures au moins et de trente-six heures au plus après le décès. Les limites peuvent être réduites ou étendues dans les cas prévus aux articles 4 et 5.

TITRE III

Lieu de sépulture.

ART. 11. — En dehors de chaque centre urbain, et à une distance minima de 50 mètres de l'enceinte, un terrain, autant que possible élevé, doit être choisi et réservé pour les inhumations.

Ce terrain doit être clôturé; des concessions d'emplacement, dites concessions funéraires, peuvent être attribuées en ce lieu aux fins de sépultures, suivant des conditions de paix et de durée à déterminer.

ART. 12. — Les cercueils doivent être déposés dans des fosses à une profondeur telle qu'ils soient recouverts d'une épaisseur de terre minima de 1m.20. Chaque fosse doit avoir une largeur minima de quatre-vingts centimètres, une longueur minima de deux mètres; les fosses doivent être distantes entre elles de 0m.50 au moins.

ART. 13. — Les fosses concédées dans le cas où il n'y a point de caveau de famille, ne peuvent recevoir plusieurs corps que si cinq années au moins séparent chaque inhumation, ou si les corps ont été placés de manière que la profondeur réglementaire puisse être observée pour la dernière inhumation.

ART. 14. — Aucune inhumation ne peut avoir lieu, sauf autorisation exceptionnelle, accordée par arrêté du Commissaire de la République, dans les églises, temples et synagogues, hôpitaux, chapelles et édifices particuliers ou cultuels de toutes sortes, sis à l'intérieur d'un périmètre urbain.

L'autorisation d'inhumation dans une propriété privée, peut être accordée par décision du Commissaire de la République pourvu que la dite propriété soit hors, et à la distance prescrite, de l'enceinte du centre urbain.

ART. 15. — Dans le lieu commun de sépulture de chaque centre urbain, l'autorité administrative ne peut établir aucune démarcation, tendant à distinguer ou à séparer les croyances, les nationalités et les races.

ART. 16. — Les lieux de sépulture, qu'ils soient terre domaniale ou propriété privée, sont placés sous la sauvegarde des habitants et soumis à l'autorité, à la police et la surveillance de l'autorité administrative.

TITRE IV

Exhumations et transferts.

ART. 17. — Les conditions d'exhumation et de transfert en France continentale ou en tout autre lieu hors du Territoire, des restes mortels des personnes décédées au Togo, demeurent et restent fixées par les arrêtés ministériels des 29 juillet 1916 et 17 novembre 1924.

A l'intérieur même du Territoire, le déplacement des cadavres hors du centre urbain où a eu lieu le décès, ne peut s'effectuer s'il n'a été autorisé par le ou les chefs de circonscription administrative intéressés.

TITRE V

Portée de la réglementation.

ART. 18. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tous les centres urbains chefs-lieux administratifs du Territoire.

Elles feront par ailleurs l'objet d'application progressive, déterminée par arrêté du Commissaire de la République, au fur et à mesure, des progrès d'évolution coutumière des personnes de la communauté indigène.

Elles sont applicables, dans tout le Territoire, en cas de décès d'européens ou assimilés.

TITRE VI

Sanctions.

ART. 19. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines édictées par l'article 471 du code pénal ou le décret du 24 mars 1923, déterminant l'exercice des pouvoirs disciplinaires, selon le statut du contrevenant, le tout sans préjudice des sanctions prévues par les articles 358, 359, 360 du code pénal.

ART. 20. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté et notamment celles contenues dans l'arrêté sus-visé du 17 novembre 1921.

ART. 21. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Allocations à des chefs et à d'anciens agents indigènes

ARRETE N° 49 fixant pour l'année 1933 le montant des allocations servies à des chefs et à d'anciens agents indigènes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés du 20 avril 1923, du 26 décembre 1924 et du 11 décembre 1925, ensemble tous les actes subséquents qui ont accordé des allocations à des chefs ou à d'anciens agents de l'administration du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des allocations servies à certains chefs indigènes et à d'anciens agents de l'administration est fixé, ainsi qu'il suit pour 1933 :

Cercle de Lomé.

| | |
|---|------------|
| Joseph ADJALLE, chef d'Amoutivé | 5.000 frs. |
| ADDEH ADODO, chef de Gross-Bé | 2.000 frs. |
| AKLOVE CHANCHAN, chef de Gross-Bé | 2.000 frs. |
| MENSAH William, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| William Prince AGBODJAN, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| AJAVON Emmanuel, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| Félicio de SOUZA, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| Jacob GABA, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| ABOKI Fritz, ex-agent de l'administration | 2.400 frs. |

Cercle d'Anécho.

| | |
|---|-------------|
| LAWSON, chef supérieur d'Anécho | 14.000 frs. |
| KOUAKOU KPONTON, chef de famille | 1.800 frs. |
| AJAVON Sébastien, chef indigène | *1.600 frs. |
| OUÉNASSOU DA SILVEIRA, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |
| Thomas DAVID, ex-agent de l'administration | 1.500 frs. |

Cercle de Klouto.

| | |
|--|----------|
| GLO Albert, ex-agent de l'administration | 800 frs. |
| TOMBA John, ex-agent de l'administration | 480 frs. |

pour compter du 1^{er} février 1933.

Cercle de Sokodé.

| | |
|---|----------|
| DIAGARA, ex-agent de l'administration | 600 frs. |
| TITIPO, ex-agent de l'administration | 800 frs. |
| LOMBO, ex-agent de l'administration | 300 frs. |

ART. 2. — Les allocations sont payables par trimestre et d'avance.

La dépense sera imputée au budget local, exercice 1933, chapitre I, article 3, § 1: « Allocations à des chefs et à d'anciens agents de l'administration.

ART. 3. — Ces allocations sont personnelles et annuelles.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Budget spécial d'emprunt

ARRETE N° 51 créant de nouvelles rubriques au budget spécial d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indo-Chine de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant ensemble 3.900.000.000 de francs, promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création des budgets spéciaux d'emprunt en Afrique occidentale française, en Indo-Chine, en Afrique équatoriale française, à Madagascar, en Nouvelle Calédonie, au Togo et au Cameroun, promulgué au Togo le 30 mai 1931;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo exercice 1932, promulgué au Togo le 7 septembre 1932;

Vu le décret du 2 août 1932 autorisant le Commissaire de la République française au Togo à réaliser une deuxième tranche de 38.800.000 sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931 promulgué au Togo le 7 septembre 1932;

Vu la convention intervenue entre le ministre des colonies agissant par délégation de Monsieur le Commissaire de la République et les banques, convention en date du 5 août 1932;

Vu la lettre n° 5.613/19 du 1^{er} décembre 1932 de la direction de la comptabilité publique au ministre des finances et la note n° 7 en date du 4 janvier 1933 du trésorier-payeur du Togo la transmettant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget spécial sur fonds d'emprunt exercice 1932 est complété comme suit : en recettes :

Chapitre 1 — Article 1 — Paragraphe 2 (nouveau)

Contre-valeur des frais d'émission et de commissions allouées aux banques chargées de la réalisation de la 2^e tranche de l'Emprunt autorisé par la loi du 22 février 1931 1.575.665,40

en dépenses :

(Chapitre VI — Article 10 (nouveau).

Montant des frais d'émission et de commissions des banques pour réalisation emprunt 4 1/2 % 1932 1.575.665,40

ART. 2. — Le budget spécial d'emprunt exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme totale de 41.571.665,40 (quarante et un millions cinq cent soixante-onze mille six cent soixante-cinq francs quarante centimes).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité compensatrice de logement

ARRETE N° 52 majorant le taux de l'indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents non logés dans les bâtiments administratifs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 580 du 20 novembre 1932 fixant le taux des indemnités de zone et spéciale du Togo à partir du 1^{er} janvier 1933;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel bénéficiaire de l'indemnité de zone, en service à Lomé, et non logé dans les bâtiments administratifs, percevra, à titre d'indemnité compensatrice de logement, une majoration de la dite indemnité fixée comme suit :

7 francs par jour pour le chef de famille (famille au Territoire).

3 frs. 50 par jour pour les célibataires.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1933 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité de campement

ARRETE N° 53 modifiant les taux de l'indemnité de campement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 19 mai 1928 portant institution d'une indemnité de campement;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux fixés à l'article premier de l'arrêté n° 255 du 19 mai 1928 instituant une indemnité de campement au Territoire, sont modifiés ainsi qu'il suit pour compter du 1^{er} janvier 1933 :

| | |
|---------------------------------------|-----------|
| 1 ^{re} Catégorie B | 26 francs |
| 2 ^e Catégorie | 22 francs |
| 3 ^e Catégorie | 18 francs |
| 4 ^e Catégorie | 15 francs |
| 5 ^e Catégorie | 12 francs |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité du receveur municipal de la commune-mixte de Lomé

ARRETE N° 54 accordant une indemnité au receveur municipal de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies spécialement en son article 129;

Vu l'arrêté n° 637 du 26 décembre 1932 nommant un receveur municipal;

Vu le décret du 6 novembre 1929 autorisant la création de communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté n° 695 du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 qui organise les communes-mixtes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 qui crée la commune-mixte de Lomé;

Vu les décrets des 13 septembre 1923 promulgués au Togo par arrêté n° 220 du 21 octobre 1923, 1^o — organisant les services de la trésorerie du Togo; 2^o — fixant la solde et les accessoires de solde du trésorier-payeur du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le receveur municipal de la commune-mixte de Lomé reçoit à titre de frais de gestion une allocation annuelle de 3.000 frs. payable par douzième et par mois.

ART. 2. — L'administrateur-maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Agence intermédiaire de la commune-mixte de Lomé

ARRETE N° 55 créant une agence intermédiaire de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les instructions du 22 février 1928 sur le fonctionnement des agences spéciales dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 autorisant la création de commune-mixte au Togo;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant une commune-mixte à Lomé ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes-mixtes au Togo;

Sur la proposition de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une agence intermédiaire de la commune-mixte de Lomé chargée de la perception et de la centralisation des taxes municipales dans le périmètre urbain de la commune-mixte de Lomé.

ART. 2. — L'agent intermédiaire de la commune-mixte de Lomé tiendra les livres suivants :

1^o — Un livre de caisse pour l'enregistrement de toutes les recettes effectuées par lui.

2^o — Un quittancier à souche pour la délivrance des récépissés à toutes les parties prenantes.

Il pourra tenir tous les livres auxiliaires qui lui paraîtront utiles, notamment un livre de développement des recettes par rubriques budgétaires sur lequel sera portée chaque recette dans la colonne qui la concerne.

ART. 3. — Les livres de l'agence intermédiaire seront vérifiés et arrêtés chaque mois par l'administrateur-maire.

ART. 4. — L'agent intermédiaire devra effectuer des versements à la caisse du receveur municipal chaque fois que sa caisse dépassera le maximum de 10.000 francs. En tout état de cause il devra effectuer chaque mois le versement de son encaisse quel qu'en soit le montant.

ART. 5. — L'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé et le receveur municipal de la commune-mixte sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable pour compter du 1^{er} janvier 1933.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Classement du personnel des cadres locaux Européens du Togo

ARRETE N° 56 modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897, sur le régime des déplacements et passages du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1928, portant règlement sur le

régime des déplacements au Togo, modifié par arrêtés des 20 décembre 1929, 10 décembre 1930 et 20 novembre 1932;

Vu l'arrêté du 23 avril 1925, réorganisant le cadre des services civils du Togo;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1927 organisant le cadre des conducteurs des travaux agricoles du Togo;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1927, créant un cadre supérieur de l'enseignement au Togo;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929 organisant le cadre des travaux publics du Togo;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929, organisant le cadre des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement au point de vue des passages, des indemnités de route et de séjour du personnel des cadres locaux européens du Togo, est fixé ainsi qu'il suit :

| DÉSIGNATION DES SERVICES | PREMIÈRE CATÉGORIE B | DEUXIÈME CATÉGORIE | TROISIÈME CATÉGORIE |
|--------------------------|--|--|---|
| Chemin de fer | Chef de bureau après 2 ans Chef d'études après 2 ans Inspecteur après 2 ans Chef de dépôt après 2 ans Chef d'atelier après 2 ans | Chef de bureau avant 2 ans Chef d'études avant 2 ans Inspecteur avant 2 ans Chef de dépôt avant 2 ans Chef d'atelier avant 2 ans Sous-chef de bureau Sous-chef d'études Agent comptable principal après 66 mois Dessinateur principal après 66 mois Agent technique principal après 66 mois Sous-inspecteur Chef de section Sous-chef de dépôt Sous-chef d'atelier Chef de gare après 66 mois Contrôleur principal après 66 m. Chef de district principal après 66 mois Chef ouvrier après 66 mois Chef mécanicien après 66 mois | Agent comptable principal, dessinateur principal, agent technique principal, chef de gare, contrôleur principal, chef de district principal, chef ouvrier, chef mécanicien avant 66 mois, avant 42 mois, avant 18 mois. Agent comptable, dessinateur, agent technique, sous-chef de gare, contrôleur, chef de district, ouvrier d'art, sous-chef mécanicien après 54 mois, avant 54 mois, avant 36 mois, avant 18 mois, stagiaire. |
| Enseignement | | Instituteur supérieur | Instituteur principal Instituteur ordinaire Instituteur adjoint Instituteur stagiaire. |
| Services civils | | Adjoints principaux de classe exceptionnelle | Adjoints principaux Adjoints Commis Commis stagiaires |
| Travaux agricoles | | Conducteur en chef | Conducteur principal Conducteur Aide-conducteur Aide-conducteur stagiaire |
| Travaux publics | Chef de station principal après 3 ans Ingénieur radio après 3 ans | Chef de station principal avant 3 ans Ingénieur radio avant 3 ans Chef de station Sous-chef de station après 2 ans | Sous-chef de station avant 2 ans Géomètre principal avant 4 ans Géomètre principal avant 2 ans Chef dessinateur principal avant 2 ans |

| DÉSIGNATION DES SERVICES | PREMIÈRE CATÉGORIE B | DEUXIÈME CATÉGORIE | TROISIÈME CATÉGORIE |
|--------------------------|-------------------------|--|--|
| Travaux publics | | Géomètre en chef Géomètre principal après 4 ans Chef dessinateur principal après 2 ans Chef comptable principal après 2 ans Chef surveillant principal après 2 ans Chef ouvrier d'art principal après 2 ans | Chef comptable principal avant 2 ans Chef surveillant principal avant 2 ans Chef ouvrier d'art principal avant 2 ans Chef dessinateur Chef comptable Chef surveillant Chef ouvrier d'art Commis radio principal Mécanicien électricien principal Dessinateur principal Comptable principal Surveillant principal Ouvrier d'art principal Géomètre Commis radio Mécanicien électricien Géomètre adjoint Dessinateur Comptable Surveillant Ouvrier d'art Commis radio stagiaire Mécanicien électricien stagiaire Géomètre adjoint stagiaire Dessinateur stagiaire Comptable stagiaire Surveillant stagiaire Ouvrier d'art stagiaire |

ART. 2. — Toutefois les agents appartenant à l'échelon supérieur de grade rangés à la seconde catégorie ne pourront bénéficier des avantages de ce classement qu'à dater du moment où ils réuniront 14 ans de services civils effectifs comprenant dans ce total le temps effectué dans leur cadre ou dans un de ceux désignés ci-dessus, dans toute administration métropolitaine, nord-africaine, ou coloniale, ainsi que celui accompli en qualité d'agent contractuel.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Allocation d'uniformes à certains agents indigènes

ARRETE N° 57 complétant l'arrêté N° 340, réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté n° 340 du 23 juin 1928, réglant le statut et fixant

les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — *Uniformes.* — Les concierges, plantons, mécaniciens-conducteurs d'automobiles et autres agents des cadres locaux indigènes, en service dans l'hôtel ou dans les bureaux du Commissariat de la République, auront droit pour chaque période de deux ans, à deux costumes blancs supplémentaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Bourses métropolitaines

ARRETE N° 58 accordant deux bourses et une allocation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont allouées pour l'année scolaire 1932-1933 les deux bourses métropolitaines suivantes :

16.000 francs à M. GRUNITZKY Nicolas, se décomposant ainsi :

| | |
|--|--------|
| Internat et scolarité | 12.200 |
| Trousseau | 1.000 |
| Vacances (800 francs par mois) | 1.600 |
| Argent de poche (75 francs par mois) | 900 |
| Imprévu | 300 |

15.100 frs. à M. SANTOS Ignace, se décomposant ainsi :

| | |
|--|--------|
| Internat et scolarité | 12.200 |
| Trousseau | 1.000 |
| Vacances (800 francs par mois) | 1.600 |
| Imprévu | 300 |

Ces bourses sont payables de la façon suivante :
Internat et scolarité : conformément au règlement de l'école.

Trousseau : en totalité dès l'entrée à l'école.

Vacances :

Argent de poche : } par mensualité

Imprévu : sur justification fournie par la direction de l'école.

ART. 2. — Est accordée à M. AKAKPO André, étudiant en médecine à Paris, une allocation provisoire de huit cents francs (800 francs) payable mensuellement pendant les trimestres du 1^{er} novembre 1932 au 31 janvier 1933 et du 1^{er} février au 30 avril 1933.

ART. 3. — Les dépenses prévues par les articles 1 et 2 ci-dessus sont imputables au budget local du Togo.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Budget de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 60 approuvant le budget de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget de la commune mixte de Lomé arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million quatre cent quatre-vingt-sept mille deux cent cinquante frs. (1.487.250 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Heures de travail de la station de T. S. F.

ARRETE N° 65 fixant les heures de travail de la station de T. S. F. de Lomé, autorisant et réglant le paiement des heures supplémentaires effectuées par les agents du service radioélectrique à Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 16 septembre 1926 portant organisation du service radioélectrique au Togo modifié par arrêté du 18 mars 1927;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1926 fixant les règles de calcul des allocations accordées pour heures supplémentaires;

Vu la circulaire ministérielle du 7 janvier 1929 prescrivant un service permanent dans les stations côtières de T. S. F.;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1930 fixant le maximum des rétributions pour heures supplémentaires;

Vu l'arrêté du 2 mars 1932 réorganisant le service des travaux publics;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station côtière de T. S. F. de Lomé est ouverte à l'exploitation :

| | |
|------------------|--------------------------------|
| de 5 h. à 6 h. | } les jours ouvrables. |
| de 8 h. à 10 h. | |
| de 12 h. à 14 h. | |
| de 16 h. à 18 h. | |
| de 7 h. à 12 h. | les dimanches et jours fériés. |

ART. 2. — Elle est ouverte à 4 heures les jours d'arrivée des paquebots-poste français.

ART. 3. — Le service est assuré par deux brigades d'opérateurs dans les conditions suivantes :

1^o — Service A ou service radiomaritime aux heures indiquées à l'article 1^{er} et à l'article 2.

2^o — Service B ou service des stations fixes selon les nécessités du service jusqu'à écoulement du trafic.

ART. 4. — Les heures de travail dans ces deux catégories de service sont réparties entre les opérateurs et mécaniciens à la diligence du chef des stations de Lomé.

ART. 5. — Est autorisé le paiement des heures supplémentaires effectuées par les agents du service radio-électrique de Lomé, en dehors des heures réglementaires fixées à l'article premier et accomplies en sus du total hebdomadaire de 48 heures de travail.

ART. 6. — Elles sont acquises dans les conditions fixées par l'arrêté du 29 septembre 1926. Toutefois les heures supplémentaires de nuit sont majorées de 50 % : ce sont celles comprises entre 19 h. et 6 h.

ART. 7. — Le temps supplémentaire accompli est décompté en heures et demi-heures; les fractions inférieures à un quart d'heure sont négligées, celles supérieures sont comptées pour une demi-heure.

ART. 8. — Les agents à qui sont allouées des indemnités de fonctions ne peuvent prétendre au bénéfice des présentes dispositions.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Peste bovine

ARRETE N° 67 déclarant infecté de peste bovine dans la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé) la région entre la Kara au nord, Kidjaboun au sud et l'Oti à l'ouest.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le rapport n° 48 A du 24 janvier 1933 du chef du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La région de la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé) comprise entre la Kara au nord, Kidjaboun au sud et l'Oti à l'ouest est déclarée infectée de peste bovine.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés y est formellement interdite pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — L'administrateur du cercle de Sokodé prendra toutes mesures de protection et de désinfection et sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Budget spécial sur fonds d'emprunt

ARRETE N° 68 portant prorogation de crédits du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment en son article 65;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création des budgets spéciaux d'emprunts, institués par la loi du 22 février 1931;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt du Togo exercice 1932;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1933, la période pendant laquelle pourront se consommer les faits de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés et prévus au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt exercice 1932 :

1° — TITRE PREMIER

Construction d'une nouvelle voie ferrée.

CHAPITRE VIII — ART. 2. — *Travaux à l'entreprise.*

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1933 sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

PAR ARRÊTÉ DU 31 JANVIER 1933.

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 détaillés ci-après :

| N° DES ROLES | CERCLES | NATURE DE L'IMPOT | | | MONTANT |
|-------------------------------------|----------------|---------------------------|-----------|-----------------------|-----------|
| Impôt personnel indigène | | | | | |
| 286 | Atakpamé | 1 ^{re} catégorie | | | 11.995,00 |
| 287 | Atakpamé | Catégorie supérieure. | | | 80,00 |
| 288 | Atakpamé | — | | | 255,00 |
| 289 | Klouto | 1 ^{re} catégorie | | | 80,00 |
| 290 | Sokodé | — | | | 5,00 |
| 291 | Sokodé | — | | | 10,00 |
| Taxe d'assistance médicale indigène | | | | | |
| 292 | Atakpamé | 1 ^{re} catégorie | | | 7.144,00 |
| 293 | Atakpamé | Catégorie supérieure. | | | 40,00 |
| 294 | Atakpamé | — | | | 127,50 |
| 295 | Klouto | 1 ^{re} catégorie | | | 48,00 |
| 296 | Sokodé | — | | | 2,00 |
| 297 | Sokodé | — | | | 5,00 |
| Rachat de prestations | | | | | |
| 298 | Atakpamé | 1 ^{re} catégorie | | | 4.896,00 |
| 299 | Atakpamé | Catégorie supérieure. | | | 16,00 |
| 300 | Atakpamé | — | | | 48,00 |
| 301 | Klouto | 1 ^{re} catégorie | | | 72,00 |
| 302 | Sokodé | — | | | 6,00 |
| 303 | Sokodé | — | | | 6,00 |
| Population flottante | | | | | |
| 304 | Sansanné-Mango | — | | | 160,00 |
| 305 | Sokodé | — | | | 240,00 |
| 306 | Sokodé | — | | | 480,00 |
| Patentes | | | | | |
| | | | Principal | Centimes additionnels | |
| 307 | Atakpamé | — | 376,25 | 131,68 | 507,93 |
| 308 | Klouto | — | 1.465,00 | 512,73 | 1.977,73 |
| 309 | Sokodé | — | 1.777,50 | 622,12 | 2.399,62 |
| 310 | Sokodé | — | 40,00 | 14,00 | 54,00 |
| Licences | | | | | |
| 311 | Atakpamé | — | 150,00 | 75,00 | 225,00 |
| 312 | Klouto | — | 475,00 | 237,50 | 712,50 |
| 313 | Sokodé | — | 75,00 | 37,50 | 112,50 |
| Véhicules | | | | | |
| 314 | Sansanné-Mango | — | 20,00 | 6,00 | 26,00 |
| 315 | Atakpamé | — | 200,00 | 60,00 | 260,00 |
| 316 | Atakpamé | — | 100,00 | 30,00 | 130,00 |
| 317 | Klouto | — | 800,00 | 240,00 | 1.040,00 |
| 318 | Sokodé | — | 495,00 | 148,50 | 643,50 |
| 319 | Sokodé | — | 20,00 | 6,00 | 26,00 |
| Taxe sur les armes perfectionnées | | | | | |
| 320 | Sansanné-Mango | — | | | 80,00 |
| 321 | Atakpamé | — | | | 480,00 |
| 322 | Klouto | — | | | 80,00 |
| 323 | Sokodé | — | | | 80,00 |
| Taxe sur armes non perfectionnées | | | | | |
| 324 | Sokodé | — | | | 2.440,00 |
| 325 | Sokodé | — | | | 1.860,00 |

La date de mise en recouvrement est fixée au 4 février 1933.

Ordre public

ARRETE N° 72 relatif à la participation de l'armée et des formations de milice au maintien de l'ordre public dans les territoires du Togo, soumis au mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1925, portant organisation des forces de police dans les territoires du Cameroun et du Togo;

Vu la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements, déclarée exécutoire dans les colonies par le décret du 22 janvier 1852;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juillet 1912, au sujet des attributions des autorités civiles et militaires, en vue de l'emploi des forces militaires aux colonies, modifiée par la circulaire ministérielle n° 464-1/1 du 23 mars 1929;

Vu l'instruction interministérielle du 15 janvier 1929 relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public;

Après avis du commandant des forces de police du Togo;

Après approbation des ministres de la guerre et des colonies;

(Dépêche n° 30 1/1 du ministre des colonies en date du 7 janvier 1933);

ARRETE:

I. — Principes généraux.

ARTICLE PREMIER. — Le maintien de l'ordre public sur le territoire du Togo placé sous le mandat de la France incombe à l'autorité civile.

Il est assuré par la police, la gendarmerie, les détachements de gardes indigènes mis en permanence à la disposition de l'autorité civile, et subsidiairement par les formations de milice et les troupes régulières de toutes armes.

En principe, l'intervention des formations de milice ainsi que celle des troupes régulières de toutes armes est réglée conformément aux dispositions des chapitres I, II, III, IV de la circulaire ministérielle du 19 juillet 1912. Ce n'est que dans le cas prévu au chapitre V de la dite circulaire que l'autorité civile procède par voie de réquisition, c'est-à-dire lorsque l'intervention de ces troupes présente un tel caractère d'urgence qu'il n'est pas possible de se conformer aux règles exposées dans les chapitres I à IV de la circulaire susvisée.

II. — Autorités civiles qui peuvent exercer le droit de réquisition.

ART. 2. — Les autorités civiles, titulaires ou intérimaires du Togo, qui sont en droit de réquisitionner la force armée sont :

1° — Réquisition des troupes régulières de toutes armes (1). Le Commissaire de la République ou en son absence le secrétaire général.

2° — Réquisition des troupes régulières de toutes armes et des formations de milice :

Les chefs de circonscription ou en leur absence leurs adjoints;

Les chefs de subdivision;

Les administrateurs-maires ou en leur absence leurs adjoints;

Le procureur de la République;

Le président du tribunal de première instance ou son suppléant;

Le juge d'instruction ou magistrat en faisant fonctions;

Les commissaires de police.

ART. 3. — Les pouvoirs conférés par l'article précédent aux magistrats de l'ordre judiciaire civil, s'appliquent éventuellement aux magistrats de la justice militaire, président de tribunaux militaires, commissaires du gouvernement, juges d'instruction militaire et officiers de police judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans les cas urgents, les officiers et commandants de brigade ou de poste de gendarmerie, peuvent requérir directement l'assistance de la troupe qui est tenue de leur prêter main-forte.

ART. 4. — En principe, les réquisitions ne peuvent être données et exécutées que dans la circonscription de celui qui les donne et de celui qui les exécute. Toutefois, le droit de poursuite est ouvert au chef de détachement qui jugerait nécessaire d'en bénéficier, pour atteindre le but qui lui a été assigné. En aucun cas, le chef de détachement exécutant une réquisition ne doit abandonner la poursuite, s'il a pris le contact, alors même qu'il a franchi les limites de la circonscription dans laquelle il a été requis. Il ne cesse le cas échéant, les opérations commencées qu'après en avoir remis la direction au chef de détachement réquisitionné dans la circonscription voisine ou désigné à cet effet.

ART. 5. — Quand l'autorité militaire ne peut satisfaire à la fois aux réquisitions de plusieurs autorités civiles, elle obéit à celle qui émane de l'autorité hiérarchiquement la plus élevée.

Si ces autorités sont de même rang, elle obéit à la réquisition qui lui paraît présenter le plus grand caractère d'urgence.

(1) — La formalité de la réquisition en ce qui concerne les formations de milice ne saurait concerner le Commissaire de la République.

En effet aux termes de l'article 3 du décret du 28 juin 1925, les forces de police, c'est-à-dire l'ensemble de la milice et de la garde indigène, relèvent de son autorité directe. A ce titre, ce haut fonctionnaire « en dispose » en tous temps et en toutes circonstances sans avoir recours à la réquisition.

III. — Autorités militaires susceptibles d'être requises.

ART. 6. — Les autorités militaires susceptibles d'être requises sont :

Les chefs de poste et les commandants de gardes, piquets et patrouilles dans les cas et conditions prévues par le décret sur le service de garnison ;

Les commandants d'armes ;

Le commandant des forces de police ;

Les chefs de détachement en cours de déplacement sous réserve qu'ils n'exécutent pas déjà une réquisition émanant d'une autorité supérieure ou présentant une plus grande urgence.

Dans tous les cas d'urgence, tous les autres commandants de la force publique.

En principe, s'il n'y a pas urgence, la réquisition est adressée au commandant des forces de police.

S'il doit être satisfait sans délai à la réquisition, cette dernière est adressée à l'autorité militaire qualifiée pour y répondre le plus rapidement.

IV. — Préliminaires de la réquisition.

ART. 7. — L'autorité civile, est seule juge du moment où la force armée doit être requise.

Toutefois, elle a le devoir, sauf impossibilité absolue, dès que la tranquillité publique se trouve menacée, d'aviser de la situation, verbalement ou par écrit, par télégraphe ou téléphone, l'autorité militaire susceptible d'être requise, de la tenir au courant des phases diverses que présentent les événements et de lui fournir tous les éléments d'appréciation utiles pour que le secours qui sera requis puisse arriver en temps opportun et dans les conditions jugées nécessaires par l'autorité requérante.

En outre, les autorités civiles et militaires ont le devoir, en toutes circonstances, d'échanger leurs renseignements et de se prêter un concours mutuel absolu en ce qui concerne les faits de nature à troubler l'ordre public.

ART. 8. — L'autorité militaire, à son tour, prépare les mesures d'exécution qui sont la conséquence des communications visées à l'article précédent, en signalant à l'autorité requérante les difficultés d'ordre matériel qui paraîtraient s'opposer à la réalisation complète de ces mesures.

ART. 9. — Afin d'éviter tout retard ou confusion, l'autorité civile ne fait connaître ses besoins qu'aux autorités militaires dénommées dans l'article 6 et qu'elle serait susceptible de réquérir.

ART. 10. — Lorsque les autorités civiles et militaires jugent à propos de se réunir pour se concerter et qu'elles ne sont pas d'accord sur le lieu de réunion, elles se rencontrent de droit au bureau du commandant de circonscription ou de subdivision si la réquisition émane d'un fonctionnaire de l'ordre administratif, dans tous les autres cas chez celui des représentants de l'une

ou l'autre autorité dont le rang est le plus élevé dans l'ordre des préséances.

La réunion peut être provoquée par l'une ou l'autre des parties.

V. — Forme et envoi de la réquisition.

ART. 11. — Toute réquisition doit, sous peine d'être annulée, être faite par écrit, datée et signée et rédigée dans la forme ci-après :

« Au nom du peuple français »

Nous réquérons en vertu de la loi
M. commandant de prêter le secours des (troupes régulières ou formations de milice) nécessaires pour (indiquer d'une façon claire et précise l'objet de la réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle la surveillance devra être exercée).

« Et pour la garantie dudit commandant nous apposons notre signature.

Fait à le

(Signature)

ART. 12. — Si la réquisition, établie dans la forme ci-dessus, n'est pas remise en mains propres au représentant de l'autorité requise, elle peut lui être adressée par pli postal ou par télégramme officiel.

Sous quelque forme qu'elle soit reçue, elle est exécutoire dès sa réception. Toutefois, lorsqu'elle est adressée par voie télégraphique, elle doit être suivie d'une confirmation écrite, adressée par le plus prochain courrier.

Le chef militaire, qui avant d'avoir reçu cette confirmation, procède à l'exécution de la réquisition est couvert par le présent arrêté qui lui tiendra lieu d'ordre écrit.

ART. 13. — En même temps que la réquisition, l'autorité requérante doit adresser, par écrit, à l'autorité requise, son appréciation sur les effectifs et la nature des troupes à employer.

Cette communication peut être faite par télégramme officiel chiffré, lequel doit alors être confirmé immédiatement par écrit.

En outre, l'autorité requérante doit adresser à l'autorité requise une communication écrite, télégraphique ou verbale (dans ces deux derniers cas confirmée par écrit) lui faisant connaître ses appréciations personnelles sur les dispositions à prendre, notamment sur les points suivants :

Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes.

Points à occuper.

Mode d'accès de la troupe à ces points.

Conduite générale à tenir par la troupe à l'arrivée.

Le cas échéant, tous renseignements utiles sur le pays (ressources, voies de communication, etc.) accompagnés au besoin de documents cartographiques.

VI. — Obligations respectives de l'autorité requérante et de l'autorité requise.

ART. 14. — L'autorité requise fait connaître d'urgence et par la voie la plus rapide à l'autorité requérante la date et l'heure auxquelles lui sera parvenu, soit l'écrit, soit le télégramme, qui aura porté la réquisition à sa connaissance.

Elle rend compte à ses supérieurs hiérarchiques de la réquisition dont elle est saisie sans que ce compte-rendu puisse retarder en quoi que ce soit l'exécution de la mission qui lui est confiée, elle ne doit en aucun cas attendre d'eux l'autorisation d'agir.

ART. 15. — Si la réquisition n'est pas faite dans les conditions indiquées aux articles 11 et 12, l'autorité militaire signale par les voies les plus rapides à l'autorité civile, l'irrégularité qu'elle contient et lui notifie l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'y obtempérer en l'état. Elle en informe ses chefs hiérarchiques.

La réception d'une réquisition irrégulière ne dispense pas toutefois l'autorité militaire de préparer l'exécution, mais celle-ci est différée jusqu'à ce que l'autorité civile, informée de l'irrégularité, l'ait fait disparaître.

ART. 16. — Si la réquisition est régulière en la forme, l'autorité militaire en assure l'exécution, sans en discuter l'objet ni la teneur.

Elle procède à cette exécution, immédiatement après réception de l'écrit ou du télégramme qui constate la réquisition.

ART. 17. — Tant que dure l'effet de la réquisition, l'autorité militaire reste seule juge des moyens de son exécution. Il appartient à l'autorité militaire de fixer définitivement les effectifs et la nature des troupes à employer.

Elle les détermine en tenant compte d'une part, de l'avis exprimé par l'autorité requérante et, d'autre part, des ressources dont elle peut disposer, et qu'elle juge pouvoir être affectées au service demandé.

ART. 18. — Toutefois, l'autorité militaire en vue de maintenir la continuité de son entente avec l'autorité civile, assure l'exécution de la réquisition dans les conditions suivantes :

Au cours de la période de préparation, c'est-à-dire entre le moment où les troubles éclatent et celui où la troupe quitte son point de stationnement, après réquisition, elle tient le plus grand compte possible des avis qui lui sont donnés par l'autorité civile dans la communication mentionnée à l'article 13.

Elle s'efforce en particulier de donner satisfaction à la demande adressée par celle-ci quant aux effectifs et à la nature des troupes à employer.

Au cours de la période d'exécution (temps où la troupe se trouve sur le territoire troublé) elle doit se maintenir en liaison avec l'autorité civile et elle est tenue de la consulter, à moins de cas de force majeure

sur la convenance et l'opportunité des moyens d'action, qu'elle se propose de mettre en œuvre.

Lorsqu'en un point quelconque du territoire des forces de police, relevant normalement de l'autorité administrative, coopèrent avec la troupe ou des forces de police relevant de l'autorité militaire, pour le maintien de l'ordre public le commandement de l'ensemble des forces est confié à l'autorité militaire.

ART. 19. — De son côté, l'autorité civile doit transmettre à l'autorité militaire toutes les informations de nature à l'intéresser et se tenir constamment prête à répondre aux demandes d'avis qui peuvent lui être adressées, ainsi qu'aux demandes d'aide matérielle auxquelles elle doit consentir dans la mesure de ses moyens.

ART. 20. — Les représentants des autorités civiles et militaires, sur l'initiative de l'un d'eux, ont toujours la faculté de se réunir en vue de délibérer sur les difficultés qui peuvent se présenter en cours d'exécution.

En cas de désaccord sur le lieu de la réunion, ils se conforment aux prescriptions de l'article 10.

D'une façon générale, il leur est expressément recommandé de se pénétrer constamment de cette pensée qu'ils ont pour devoir supérieur de s'unir et de s'aider en vue d'assurer le maintien de l'ordre public et ne s'inspirer que des intérêts généraux dont la charge leur est confiée.

ART. 21. — Dans tous les cas, soit que des circonstances imprévues viennent à modifier l'objet primitif de la réquisition soit qu'un désaccord vienne à se produire sur son interprétation et sa portée l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition primitive.

VII. — De l'usage des armes.

ART. 22. — Les troupes requises font usage de leurs armes dans les cas suivants :

1^o — Si des violences ou voies de fait sont exercées contre elles ;

2^o — Si elles ne peuvent défendre autrement le terrain qu'elles occupent ou les postes dont elles sont chargées.

Dans tous les autres cas, elles ne peuvent agir que sur la demande de l'autorité civile.

En cas d'attroupement sur la voie publique, s'il n'y a pas d'officier civil (1) sur les lieux, le commandant de la troupe doit aviser immédiatement l'officier civil le plus voisin et l'on procède ensuite de la façon suivante, par application des dispositions de l'article 3 de la loi du 7 juin 1848.

Dès que l'officier civil est avisé qu'un attroupement s'est formé sur la voie publique, il se rend immédiatement au lieu de cet attroupement, muni de l'écharpe tricolore, ou à défaut, de ses insignes.

(1) — Fonctionnaire ou magistrat dépositaire de la force publique.

Son arrivée est annoncée par la sonnerie du « garde à vous ». Avant de faire les sommations prescrites ci-après, il aura soin d'énoncer à haute voix sa qualité.

a) — Si l'attroupement est armé, l'officier civil lui fera la sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation procédée de la sonnerie du « garde à vous » sera faite par l'officier civil.

En cas de résistance, l'attroupement sera dispersé par la force.

b) — Si l'attroupement est sans armes, l'officier civil, après la première sonnerie de clairon, exhortera les manifestants à se disperser. S'il ne retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dispersé par la force.

c) — Mais si la force armée, en présence de l'attroupement se trouve dans l'un des deux premiers cas prévus par le présent article, elle fera usage de ses armes, encore bien que les formes prescrites ci-dessus n'aient pu être observées. Néanmoins, le commandant de la troupe, lorsque la soudaineté de l'attaque ne lui enlèvera pas les moyens, devra avertir les assaillants, soit par une ou plusieurs sonneries du « garde à vous » soit par des avis répétés à haute voix, que l'emploi des armes va être ordonné.

Avant d'agir, il laissera s'écouler autant de temps que le permettra la sécurité de sa troupe ou la conservation des postes confiés à son honneur militaire.

Tous avertissements ou sommations mentionnés ci-dessus devront, le cas échéant, être traduits par un interprète.

VIII. — *Fin de la réquisition.*

ART. 23. — Le concours des troupes ne prend fin que lorsque l'autorité requérante a notifié à l'autorité requise par écrit ou par télégramme officiel, la levée de sa réquisition.

Lorsque sa mission est terminée, le commandant des troupes accuse réception à l'autorité requérante de la levée de sa réquisition et informe ses chefs hiérarchiques.

ART. 24. — Toute réquisition, une fois exécutée, donne lieu à un rapport sur les opérations effectuées qui est établi et transmis dans les conditions prévues au 15^e paragraphe de la circulaire ministérielle (colonies) du 13 janvier 1905.

Ce rapport peut être transmis au ministre de la guerre par l'intermédiaire du ministre des colonies et par la voie hiérarchique.

IX. — *Sanction.*

ART. 25. — Les responsabilités des autorités des divers ordres dans les réquisitions sont définies par les articles suivants au code pénal :

A. — *Dispositions applicables aux autorités civiles qui adressent la réquisition.*

Art. 114. — « Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la charte, il sera condamné à la dégradation civique ».

« Si, néanmoins, il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera dans ce cas appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre ».

Art. 188. — « Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement de quelque état ou grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou contre la perception d'une contribution légale ou contre l'exécution, soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la réclusion ».

Art. 189. — « Si cette réquisition ou cet ordre été suivis de leur effet, la pleine sera le maximum de la réclusion ».

Art. 190. — « Les peines énoncées aux articles 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auront agi par ordre de leurs supérieurs qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort et sur lesquels il est dû obéissance hiérarchique, dans ce cas, les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui les premiers auront donné cet ordre ».

Art. 191. — « Si par suite desdits ordres ou réquisitions il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires ou préposés coupables d'avoir donné les dits ordres ou fait lesdites réquisitions ».

B. — *Dispositions applicables aux autorités militaires qui assurent l'exécution de la réquisition.*

Art. 234. — « Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui après en avoir été légalement requis par l'autorité civile aura refusé de faire agir la force sous ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues aux termes de l'article 10 du présent code ».

L'article 234 du code pénal s'applique aux autorités militaires qui ont été saisies directement d'une réquisition.

Quant à celles qui ont reçu d'une autorité militaire supérieure des ordres relatifs à l'exécution d'une réquisition et qui ne se sont pas conformées à ces ordres, elles sont passibles de l'article 205 du code de justice militaire.

X. — Réquisitions individuelles.

ART. 26. — En vertu de l'article 106 du code d'instruction criminelle, tout dépositaire de la force publique et, par conséquent tout militaire est en état de réquisition légale et permanente, sans qu'il soit besoin d'une réquisition écrite de l'autorité civile, lorsqu'en cas de crimes ou de délits flagrants il s'agit de s'assurer de la personne du prévenu.

En conséquence, et conformément au règlement sur le service de garnison, tout militaire en uniforme doit prêter spontanément main forte même au péril de sa vie, à la gendarmerie, ainsi qu'aux agents de l'autorité lorsque ceux-ci sont en uniforme ou revêtus de leurs insignes.

En outre, s'il n'y a pas d'officier de police présent sur les lieux, tout militaire doit se saisir du malfaiteur et le remettre à la gendarmerie ou à l'autorité de police la plus voisine.

XI. — Dispositions générales.

ART. 27. — Des instructions écrites préparées par les commandants d'armes et approuvées par le commandant des forces de police doivent être données à l'avance dans chaque place, en prévision des réquisitions de l'autorité civile, pour le cas de troubles intérieurs.

Des plans d'ensemble peuvent aussi être préparés par le commandant des forces de police après l'approbation du Commissaire de la République en vue de certaines éventualités d'un caractère général ou d'une gravité particulière.

ART. 28. — En dehors des cas où la réquisition peut être exécutée par la simple mise en jeu des mesures préparées à l'avance l'autorité militaire, saisie d'une réquisition, doit choisir les troupes à y employer parmi celles qui conviennent le mieux à son objet. S'il y a des obstacles matériels à briser, des ouvriers d'art des travaux publics, chemin de fer, etc... choisis autant que possible parmi les militaires hors-cadres appartenant à ces services seront adjoints aux troupes, même dans certains cas, des soldats ou gardes sans fusils, mais néanmoins toujours munis de leur épée-baïonnette pourront être commandés pour marcher en seconde ligne.

On évitera toujours de placer de faibles effectifs en présence d'agglomérations nombreuses.

Toute troupe appelée à marcher pour une réquisition doit être pourvue d'un clairon; les cartouches sont emportées à moins d'ordre contraire donné par l'autorité qui a reçu la réquisition.

ART. 29. — En principe, tout détachement de troupe désigné pour l'exécution d'une réquisition doit être commandé par un officier.

Tout officier désigné pour ce service doit, aux qualités d'énergie et de sang froid indispensables à l'emploi d'une troupe dans ces circonstances délicates joindre le tact nécessaire dans les rapports avec les autorités civiles, et doit veiller avec soin à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à la dignité en même temps qu'au prestige de la force armée dont il a la direction.

ART. 30. — Dans l'exécution des réquisitions, les troupes requises doivent avoir pour règle de se renfermer exactement dans le mandat tracé par la réquisition et d'agir ouvertement, comme il convient à leur caractère.

Le commandant des troupes doit éviter, autant que possible, tout contact des troupes avec la population. Il ne doit accepter que des cantonnements suffisamment resserrés et à l'abri d'une surprise. Il doit interdire aux militaires de tous grades l'entrée des lieux publics fréquentés par les perturbateurs ou les manifestants, ainsi que toute acceptation d'invitation chez les habitants.

Lorsqu'un conflit est à prévoir, il est indispensable qu'un représentant de l'autorité civile se trouve avec la troupe pour procéder aux arrestations et pour faire s'il y a lieu les sommations prescrites par la loi.

ART. 31. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 32. — Le chef du service judiciaire, le chef du secrétariat général, le commandant des forces de police et les chefs de circonscriptions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, 3 février 1933.

R. DE GUISE.

Place de Lomé

DECISION N° 95.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 7 octobre 1909 sur le service des places;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le capitaine SERGENT, commandant les forces de police du territoire du Togo, est nommé commandant d'armes de la place de Lomé;

conformément aux dispositions du décret du 7 octobre 1909 sur le service des places.

ART. 2. — Le lieutenant SUBERBIE est nommé major de garnison.

ART. 3. — Le commandant d'armes a à sa disposition :

- 1^o — Les éléments de la milice en service à Lomé.
- 2^o — Les éléments de la Cie « A » de la Côte d'Ivoire stationnés à Lomé.
- 3^o — 10 gardes frontières.
- 4^o — 10 gardes de police.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1933.

R. DE GUISE.

Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 6 FÉVRIER 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

| N° DES RÔLES | CERCLES | NATURE DE L'IMPOT | | | MONTANT |
|---------------------------------------|----------------|---------------------------|-----------|-----------------------|------------|
| Impôt personnel indigène | | | | | |
| 1 | Sansanné-Mango | Catégorie supérieure. | | | 9.240,00 |
| 2 | Sansanné-Mango | 1 ^{re} Catégorie | | | 238.098,00 |
| 3 | Klouto | 1 ^{re} Catégorie | | | 220.620,00 |
| Rachat de prestations | | | | | |
| 4 | Klouto | 1 ^{re} Catégorie | | | 132.108,00 |
| 5 | Sansanné-Mango | 1 ^{re} Catégorie | | | 204.084,00 |
| Taxe d'assistance médicale indigène | | | | | |
| 6 | Sansanné-Mango | Catégorie supérieure | | | 4.620,00 |
| 7 | Sansanné-Mango | 1 ^{re} Catégorie | | | 170.070,00 |
| 8 | Klouto | 1 ^{re} Catégorie | | | 132.372,00 |
| Taxe sur les armes perfectionnées | | | | | |
| 9 | Sansanné-Mango | — | — | 100,00 | |
| 10 | Klouto | — | — | 980,00 | |
| Taxe sur les armes non perfectionnées | | | | | |
| 11 | Sansanné-Mango | — | — | 26.620,00 | |
| Patentes | | | | | |
| | | | Principal | Centimes Additionnels | |
| 12 | Sansanné-Mango | — | 6.295,00 | 2.203,25 | 8.498,25 |
| 13 | Klouto | — | 28.460,00 | 9.961,00 | 38.421,00 |
| Licences | | | | | |
| 14 | Klouto | — | 12.500,00 | 6.250,00 | 18.750,00 |
| Véhicules | | | | | |
| 15 | Sansanné-Mango | — | 920,00 | 276,00 | 1.196,00 |
| 16 | Klouto | — | 15.800,00 | 4.740,00 | 20.540,00 |

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 février 1933.

Enseignement

ARRETE N° 82 créant une 4^e classe à l'école ménagère de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une 4^e classe est ouverte à l'école ménagère de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1933.

R. DE GUISE.

Enseignement cours complémentaire

ARRETE N° 83 réorganisant le cours complémentaire de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 390 du 19 juillet 1932 fixant les conditions d'admission au cours complémentaire;

Vu la note du Commissaire de la République en date du 18 juillet 1932 autorisant la création d'une 4^e année au cours complémentaire;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours supérieur de l'école régionale de Lomé est rattaché au cours complémentaire et prend l'appellation d'année préparatoire au cours complémentaire.

ART. 2. — Le régime de l'année préparatoire au cours complémentaire est l'externat.

ART. 3. — Des bourses d'études pourront être attribuées aux élèves de l'année préparatoire dans les conditions prévues pour les écoles régionales.

ART. 4. — La 4^e année du cours complémentaire est rattachée à la 3^e année en ce qui concerne l'enseignement général. Une décision du Commissaire de la République fixera chaque année la direction à donner aux élèves de 4^e année et nommera les agents chargés des cours techniques.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1933.

R. DE GUISE.

Commission des marchés

ARRETE N° 85 modifiant la composition de la commission chargée de l'examen des marchés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1922 instituant une commission chargée de l'examen des marchés, modifié par arrêté du 20 février 1926;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1927 rendant exécutoires dans le territoire du Togo les conditions générales pour les fournitures de toutes espèces et pour toutes les entreprises à exécuter en vertu des marchés par l'administration dans le Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission instituée par l'arrêté du 22 juillet 1922 et modifiée par l'arrêté du 20 février 1926, est composée de la façon suivante :

| | |
|---|-----------|
| Un administrateur en chef ou un administrateur, en service à Lomé. | Président |
| Le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre | Membres |
| Un administrateur-adjoint ou un adjoint des services civils en service à Lomé | |

ART. 2. — Est et demeure abrogé l'arrêté susvisé du 20 février 1926.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1933.

R. DE GUISE.

NOMINATIONS. MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Troupes coloniales

Promotions

Par décret du 21 décembre 1932, ont été promus aux grades ci-après, pour prendre rang du 25 décembre 1932 :

Capitaine d'administration :

2^e tour (ancienneté) M. BOUTAUD (Henri-Léger-Constant), lieutenant d'administration en service hors cadres au Togo.

Tableau d'avancement de 1933

Armée active

TROUPES COLONIALES

INFANTERIE

Pour le grade de chef de bataillon :

(Reliquat des tableaux précédents)

M.M.

SERGEANT (Henri-Lucien), en service hors cadres au Togo.

SERVICE DE SANTÉ

MÉDECINS

Pour le grade de médecin colonel :

M. M.

LEFÈVRE (Raoul-Marie-Eugène) hors cadres au Togo.

Pour le grade de médecin lieutenant-colonel :

(inscriptions nouvelles)

M.M.

TOURNIER (Guy-Marie-Jules-Elie), hors cadres au Togo.

Pour le grade de médecin commandant :

(reliquat des tableaux précédents)

M.M.

CHENEVEAU (Roger-Charles), en service au Togo.

Pour le grade de médecin capitaine :

M.M.

SOHIER (Henri-Marie-Léon), hors cadres au Togo.

Pour le grade de pharmacien commandant :

(reliquat des tableaux précédents)

M.M.

LOZACH (Jean-Pierre-Marie) hors cadres au Togo.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Promotion

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 31 décembre 1932 :

Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1933, dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets :

Au grade de secrétaire adjoint :

M.M.

VENANCE Jules, 1^{er} tour — choix

secrétaires auxiliaires.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Bonifications d'ancienneté

Par arrêté du :

28 janvier 1933. — Un reliquat supplémentaire de bonification d'ancienneté pour services militaires, de 4 mois 10 jours, est attribué à M. MARTIN, instituteur supérieur du cadre supérieur de l'enseignement au Togo.

M. MARTIN conserve, en conséquence, dans son grade actuel d'instituteur supérieur une ancienneté totale pour services militaires non utilisés de 1 an 4 mois 15 jours.

Maintien en disponibilité

Par arrêté du :

8 février 1933. — M. d'AZCONA, adjoint principal des services civils du Togo, est maintenu en position de disponibilité pour une durée d'une année à compter du 26 février 1933.

Affectations

Par décisions des :

24 janvier 1933. — M. GUERIN, commis des services civils, retour de congé, débarqué à Lomé le 22 janvier 1933, est affecté au commissariat de police à Lomé.

28 janvier 1933. — M. DARNOIS, adjoint des services civils, secrétaire municipal, est chargé des fonctions d'agent intermédiaire de la commune mixte de Lomé.

30 janvier 1933. — M. MARTIN, instituteur supérieur, est nommé directeur du cours complémentaire de Lomé en remplacement de madame IMBERT.

M. MARTIN, directeur du cours complémentaire est chargé, provisoirement et cumulativement, de la direction du service de l'enseignement, en remplacement de M. IMBERT.

31 janvier 1933. — M. MAUGIS, commis des services civils, en service au cercle d'Atakpané, est nommé agent spécial dudit, en remplacement de M. RODIÈRE, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils de l'A.O.F., appelé à d'autres fonctions.

M. VIGNOLLE, chef surveillant des travaux publics, à la disposition du commandant de cercle de Lomé, est chargé cumulativement des fonctions de surveillant des travaux publics de la commune mixte de Lomé.

M. LE CURIEUX, agent contractuel, à la disposition du commandant de cercle de Lomé, est mis à la disposition de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé en qualité d'agent sanitaire.

M. REHART, inspecteur de police du cadre de l'A.O.F., est mis à la disposition de M. l'Administrateur-Maire en qualité de commissaire de police de la commune mixte.

La solde et les accessoires de solde de M. VIGNOLLE seront supportés moitié par le budget local et moitié par le budget municipal.

La solde et les accessoires de solde de M. REHART restent provisoirement imputés sur le budget local.

1^{er} février 1933. — M. JARDILLIER, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé commandant du cercle d'Anécho, en remplacement de M. EREAU, administrateur en chef des colonies, appelé à d'autres fonctions.

5 février 1933. — Les agents ci-dessous désignés, retour de congé, attendus à Lomé le 5 février, reçoivent les affectations suivantes :

M. LIEGEY, chef de district principal du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A.O.F., est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

M. ARTAXE, agent comptable principal contractuel, est mis à la disposition du chef du service de construction du chemin de fer central togolais.

7 février 1933. — M. GUERIN, commis des services civils, en service au commissariat de police de Lomé, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé, en remplacement de M. BARMA, commis des services civils, appelé à d'autres fonctions.

M. BARMA, commis des services civils, en service au cercle de Sokodé, est mis à la disposition du commandant du cercle de Lomé.

8 février 1933. — M. MILLELIRI, commis des services civils, en service au service de construction du chemin de fer central togolais, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer du Togo.

M. MIAT, instituteur ordinaire après 18 mois du cadre supérieur du Togo est chargé des fonctions de billeteur du service de l'enseignement en remplacement de M. MARTIN.

10 février 1933. — M. KUTSCHENRITTER, instituteur supérieur, de retour au Territoire, est chargé de la direction du cours de pédagogie en remplacement de M. MIAT appelé à d'autres fonctions.

M. KUTSCHENRITTER est chargé en outre de la direction de la classe annexée au cours de pédagogie et du contrôle de l'atelier et du jardin scolaires.

Madame KUTSCHENRITTER, institutrice supérieure, de retour au Territoire, est chargée de la direction de l'école ménagère de Lomé en remplacement de Madame MARTIN appelée à d'autres fonctions.

Madame MARTIN, institutrice ordinaire est nommée adjointe à l'école ménagère.

Congés

Par décisions des :

30 janvier 1933. — Est et demeure rapportée la décision en date du 6 janvier 1933, accordant à M. BOUQUET Jean, administrateur de 1^{re} classe des colonies, un congé administratif de 7 mois et un passage pour la France.

9 février 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir au Havre, 11 bis, rue Ste Mathilde est accordé à M. BOUQUET administrateur de 1^{re} classe des colonies (1^{re} classe 1^{re} catégorie B) qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 13 février 1933.

10 février 1933. — Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à M. Bousquet, payeur de 1^{re} classe de la Trésorerie du Togo pour en jouir à Paris.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 1^{re} classe 1^{re} catégorie B sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 26 février 1933, ainsi qu'à sa femme et deux enfants âgés de 12 ans et 2 ans avec arrêt autorisé à Alger.

Permission

Par décision du :

30 janvier 1933. — Une permission de 30 jours à solde entière de présence est accordée à M. BOUQUET Jean, administrateur de 1^{re} classe des colonies, pour en jouir à Lomé (Togo) à compter du 30 janvier 1933.

PERSONNEL INDIGÈNE

Promotions

Par arrêté du :

6 janvier 1933. — Sont promus dans le personnel de l'enseignement privé :

Au grade d'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe :

QUENUM Joseph, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur de 2^e classe :

AHADJI Samuel, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 4^e classe :

AGBOBLY Einmanuel, moniteur de 5^e classe.

Au grade de moniteur de 5^e classe :

AYEE Jacques, moniteur de 6^e classe,
AYEBOUA Lazare, moniteur de 6^e classe,
MENSAH Fabien, moniteur de 6^e classe.

Nominations

Par arrêté des :

28 janvier 1933. — Le nommé Gottfried D'ALMEIDA est nommé surveillant stagiaire des P. T. T. et affecté à Lomé.

31 janvier 1933. — Le garde frontière de 3^e classe DANIKEY Raphaël est nommé préposé stagiaire de 8^e classe.

10 février 1933. — L'élève-moniteur AHYEE Joseph qui a subi avec succès les épreuves de l'examen visé à l'article 7 de l'arrêté du 23 juin 1928, est nommé moniteur auxiliaire d'agriculture de 5^e classe à compter du 1^{er} février 1933 date à laquelle il a effectué une année de stage.

Ce moniteur est affecté à la circonscription agricole du sud pour servir dans le cercle de Lomé.

Démissions

Par arrêté du :

23 janvier 1933. — Est acceptée, pour compter du 13 janvier 1933, la démission du moniteur de 5^e classe de l'enseignement privé Quist DÉODAT.

Passages automatiques à l'échelon supérieur de solde

Par décision du :

30 janvier 1933. — Est constaté pour compter du 1^{er} février 1933, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde (2^e échelon 3.300) du surnuméraire auxiliaire (1^{er} échelon 3.000 frs.) BOCCOVI Jean en service au bureau de poste de Lomé.

Affectations

Par décisions des :

24 janvier 1933. — M. DE MEDEIROS, instituteur-adjoint de 3^e classe, à la disposition du chef du service de l'enseignement, est nommé à l'école régionale de Lomé.

Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel de l'enseignement officiel :

Cercle de Lomé

KOUANVIH Laurent, instituteur (cours de pédagogie) à l'école régionale de Lomé.

BONIN François, moniteur (cours de pédagogie) à l'école régionale de Lomé.

LAWSON Grégoire, moniteur (cours de pédagogie) à l'école régionale de Lomé.

TOULEASSI Jean, moniteur (Lomé) au cours de pédagogie.

MOORHOUSE AMAH, moniteur (Lomé) au cours de pédagogie.

GRUNER Hans, moniteur (Lomé) au cours de pédagogie.

HOUEASSOU Daniel, moniteur (Anécho) au cours de pédagogie.

JOHNSON Denis, moniteur (Kpessi) au cours de pédagogie.

ACAKPO ECOUÉ, moniteur (Atakpamé) au cours de pédagogie.

ACQUETEV Bernard, instituteur (Palimé) au cours de pédagogie.

AMEGANVI Louis, moniteur (M. C. Noépé) au cours de pédagogie.

Jacob Norbert, moniteur auxiliaire au cours de pédagogie.

COMLAN Paulin, moniteur auxiliaire au cours de pédagogie.

AGBEKPONOU Louis, moniteur (cours de pédagogie) à Mission-Tové (lors de son ouverture).

AGBODJAN Joseph, moniteur (Sokodé) à Gamé (lors de son ouverture).

Cercle d'Anécho

KPODAR Louis, instituteur (Atakpamé) à l'école régionale d'Anécho.

HOUEHO Jérôme, moniteur (cours de pédagogie) à l'école régionale d'Anécho.

AKUESON Arthur, moniteur (cours de pédagogie) à l'école régionale d'Anécho.

Cercle de Klouto

LAWSON Pierre, instituteur (Yégué) à l'école régionale de Palimé.

QUENUM Joseph, moniteur (Mission protestante de Lomé) à l'école régionale de Palimé.

Cercle d'Atakpamé

JOHNSON Romuald, instituteur (Anécho) à l'école régionale d'Atakpamé.

AKOUETE Adoré Jean, instituteur (Bafilo) à l'école régionale d'Atakpamé.

JOHNSON Clément, moniteur (cours de pédagogie) à l'école régionale d'Atakpamé.

LAWSON Benoît, moniteur (cours de pédagogie) à l'école de village de Kpessi.

KOUASSI Daniel, moniteur (cours de pédagogie) à l'école de village de Yégué.

M^{me} JOHNSON Léontine, monitrice (Anécho) à l'école régionale d'Atakpamé.

Cercle de Sokodé

MENSAH Joseph, moniteur (cours de pédagogie) à l'école de village de Bafilo.

L'infirmier de 4^e classe EDORH Emmanuel et l'infirmier de 5^e classe MENSAH Benjamin, évacués de Pagouda, sont affectés à l'hôpital de Lomé.

L'infirmier de 2^e classe ADJIDON Guillaume, en service à la pharmacie de détail de Lomé, est affecté à Mango.

L'infirmier de 4^e classe FADIKPE René, en stage à la pharmacie de détail de Lomé, est mis à la disposition du médecin chef du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase.

28 janvier 1933. — L'infirmier de 4^e classe LAWSON Josias en service aux travaux neufs du chemin de fer, est affecté à la circonscription sanitaire d'Atakpamé.

31 janvier 1933. — Le surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. AGBÉGNIGAN HONGLO de l'atelier de Lomé est affecté au bureau de Palimé.

3 février 1933. — L'infirmier de 4^e classe MASSOUGBONN Bernard, en service à Lama-Kara, est affecté à Mango.

Le commis-expéditionnaire DAVIN Adolphe en service au cercle d'Anécho est nommé comptable matières dudit cercle.

6 février 1933. — Le garde d'hygiène de 1^{re} classe BLABOU Jacob, provisoirement mis à la disposition du commandant de cercle d'Atakpamé, est affecté à Lomé.

7 février 1933. — L'infirmier manipulateur de 5^e cl. Robert PANOU en service à la pharmacie de détail de Lomé est affecté à Sokodé.

10 février 1933. — L'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe KPODAR Louis est nommé gestionnaire de l'internat d'Anécho pour compter du 1^{er} février 1933.

Suspensions de fonctions

Par décisions des :

8 février 1933. — Le mécanicien-conducteur DAHOUE-NOU Martin, en service au secteur du traitement et prophylaxie de la trypanosomiase, est suspendu de ses fonctions à compter du 24 janvier 1933.

10 février 1933. — Le moniteur de 5^e classe AMOUSSOU Pierre, en service à l'école régionale de Lomé est suspendu de ses fonctions à compter de 1^{er} février 1933.

Les préposés de 7^e classe des douanes, BOB Etienne et BELLOW Joseph sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 27 janvier 1933.

Permissions et congés

Par décisions des :

24 janvier 1933. — Une permission de 6 jours, avec traitement, du 20 au 25 janvier 1933 inclus, est accordée à M. ZINSSOU Maurice, chef de train de 8^e classe, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 février au 16 mars 1933 inclus, est accordé à M. AGBEMEBIO ANANI, ouvrier de 7^e classe du chemin de fer, pour en jouir au Togo.

28 janvier 1933. — Un congé de 30 jours pour maladie, avec solde de présence du 22 janvier au 20 février 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8^e classe des travaux publics GBOUSSOU Augustin, pour en jouir au Togo.

31 janvier 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} février au 2 mars 1933 inclus, est accordé à l'infirmière de 1^{re} classe ANNA P. SEDDOH pour en jouir à Palimé.

Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 27 janvier au 25 février 1933 inclus, est accordé au facteur-enregistreur de 3^e classe DJOSSOU Dominique, en service au chemin de fer (exploitation) pour en jouir au Togo.

3 février 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 3 février au 2 mars 1933 inclus, est accordé au commis des P. T. T. de 2^e classe ANTHONY Benjamin, en service au bureau de Lomé pour en jouir au Togo (Palimé).

8 février 1933. — Un congé de maternité de 30 jours avec traitement, du 7 février au 8 mars 1933 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe M^{me} Victorine MABOUDOU, née Dossou, en service à Sokodé pour en jouir à Sokodé.

Une permission de onze jours avec traitement, du 10 au 20 février 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 5^e classe MABOUDOU K. Joseph, en service à la pharmacie d'approvisionnement de Lomé, pour en jouir à Sokodé.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

8 février 1933. — Le garde d'hygiène de 4^e classe stagiaire BYLL Gaston est licencié pour inaptitude professionnelle à compter du 15 février 1933.

Par décisions du :

31 janvier 1933. — Une punition de 8 jours de retenue de solde, est infligée à l'ouvrier de 6^e classe des travaux publics Dovi Jean Joseph, en service à Anécho.

Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée à l'infirmière-major de 5^e classe DJADOO Cécilia, en service à la maternité de Lomé.

FORCES DE POLICE

Rengagements

Par arrêtés du :

8 février 1933. — Sont rengagés pour 3 ans dans les forces de police à compter du :

1^{er} février 1933. — DEBABA, milicien 2^e classe Mle M/164, de la compagnie de milice.

6 février 1933. — KALAKASSI, milicien 2^e classe Mle M/165, de la compagnie de milice.

6 février 1933. — OURÔ HARA, milicien 2^e classe Mle M/166, de la compagnie de milice.

16 mars 1933. — BABALEM, milicien 2^e classe Mle M/59, de la section de Sokodé.

Incorporations

Sont incorporés à la compagnie de milice à compter du 1^{er} février 1933 :

Comme milicien 1^{re} classe Mle M/200, YAYA BABATOU, garde 1^{re} classe du centre d'instruction.

Comme milicien 2^e classe Mle M/201, BONKPASSE II, garde 2^e classe du centre d'instruction.

Comme milicien 2^e classe Mle M/202, GNAMA, garde 2^e classe du centre d'instruction.

Punitions

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des agents dont les noms suivent :

BIRAIMA, garde 1^{re} classe Mle 309, du peloton de Klouto « pour évacion d'un détenu confié à sa surveillance ».

SONIA, milicien 2^e classe Mle M/54, de la section de Sokodé : « Malgré l'interdiction formelle qui lui avait été faite à plusieurs reprises, a allumé du feu dans sa case dont il a provoqué par incendie la destruction complète ».

Licenciements

Sont licenciés :

1^{er} — pour fin de service à compter du 15 février 1933 :

HOUNKPEDJI, garde 1^{re} classe Mle 31, du peloton d'Anécho.

Une prime de licenciement de 1.500 francs (mille cinq cents francs) est accordée à l'intéressé conformément à l'arrêté n° 227 du 26 avril 1930 — article 2 « Primes ».

2^e — pour fin de contrat à compter du :

1^{er} février 1933. — MOUMOUNI, milicien 2^e classe Mle M/162, de la compagnie de milice.

12 février 1933. — ALIKA, sergent Mle M/57, de la section de Sokodé.

3 mars 1933. — AGBAN, milicien 1^{re} classe Mle M/103, de la section de Sokodé.

3^e — pour mauvaise manière de servir à compter du 1^{er} février 1933 :

KOLANI BOGOU, caporal, Mle M/178, de la compagnie de milice.

Accot David, garde 2^e classe Mle 874, du centre d'instruction.

Avivi Henri, garde 2^e classe Mle 845, de la section des commis & ouvriers.

Est révoqué à compter du 10 février 1933 par « mesures disciplinaires », le sergent-chef KOATOKOTOLA, Mle M/14, de la compagnie de milice.

ADDITIF à l'arrêté du 13 janvier 1933 portant nominations et récompenses dans les forces de police.

L'arrêté susvisé est complété comme suit :

Pour gratification de 100 francs

KOFFI, brigadier-chef de 2^e classe, Mle 26, du peloton d'Atakpamé.

Pour gratification de 75 francs

SALLI BABA, brigadier de 1^{re} classe, Mle 254, du peloton d'Atakpamé.

Louss, brigadier de 2^e classe Mle 89, du peloton d'Atakpamé.

Pour gratification de 50 francs :

LAWSON James, garde de 2^e classe, Mle 837, de la section des commis et ouvriers.

Pour gratification de 25 francs :

KRITEMA YATOUTI, garde de 2^e classe, Mle 884, de la section des commis et ouvriers.

Le reste sans changement.

AVANCES

Par arrêté du :

10 février 1933. — Une avance renouvelable de 4.000 frs. scindable en deux mandats de 2.000 frs. est accordée à M. KACHINSKY, chargé de l'étude de routes dans le cercle de Sokodé.

Il devra justifier de la somme mise à sa disposition dans les formes réglementaires.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

31 janvier 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe du ministère des colonies, chef des bureaux des « affaires politiques » et de « l'administration générale » est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé pour le mois de janvier 1933.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

26 janvier 1933. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 26 janvier 1933.

COMMISSIONS

Par décision du :

23 Janvier 1933. — Une commission se réunira sur la convocation de son président à la station agricole de Tové pour procéder à l'examen de sortie de l'élève-moniteur AHYEE Joseph qui termine son stage le 1^{er} février 1933.

Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

| | |
|---|-----------|
| M. M. GRADASSI, administrateur du cercle de Klouto. | Président |
| MANCION, ingénieur-adjoint des travaux agricoles, | Membres |
| D'ALMEIDA Eugène, moniteur auxiliaire | |

RECTIFICATIF à la décision du 21 janvier 1933, nommant une commission (J. O. du 1^{er} février 1933 page 75.)

La commission prévue à la décision du 21 janvier 1933 est complétée de la façon suivante :

Membre — M. WALLON, chef du service de la traction.

La commission effectuera le recensement et l'inventaire de tout le matériel existant dans tous les magasins, ateliers, chantiers, terre-plein des services du chemin de fer et du wharf du Togo à Lomé.

Cette commission pourra se subdiviser en deux sous-commissions, composées respectivement de M. M. VEUILLLET et RIBEIL et de M. M. WALLON et LANGDON.

Les deux sous-commissions pourront opérer séparément, le président assurant le contrôle général des opérations de recensement.

FEUX DE BROUSSE

Par arrêté du :

28 janvier 1933. — Sont habilités à constater dans le cercle de Klouto les infractions aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1932 les fonctionnaires désignés ci-dessous :

M. BURLURAU, adjoint principal des services civils, adjoint au commandant de cercle.

M. TERRAC, adjoint des services civils, adjoint au commandant de cercle.

M. MANCION, ingénieur-adjoint des services d'agriculture, chef du secteur des cultures arborescentes.

M. ROBIN, ingénieur-adjoint des services d'agriculture.

Les fonctionnaires ci-dessus désignés prêteront par écrit le serment réglementaire devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

8 février 1933. — Sont habilités à constater dans le cercle de Mango les infractions aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1932 les fonctionnaires désignés ci-dessous :

M. M. CORROT, administrateur-adjoint des colonies, adjoint au commandant de cercle;

TOSSA Raphaël, moniteur-auxiliaire d'agriculture, GNASSOUNOU Louis, moniteur-auxiliaire d'agriculture,

AGBACLAH Jean, infirmier de 4^e classe à Kandé.

NAM, brigadier de 1^{re} classe des gardes de cercle.

Les fonctionnaires ci-dessus désignés prêteront par écrit le serment réglementaire devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

MONNAIES ANGLAISES

Par décision du :

7 février 1933. — Le trésorier-payeur est autorisé à échanger à la Société Générale du Golfe de Guinée une somme de quatre cents livres sterling au taux de quatre-vingt-quatre francs la livre.

SECOURS

Par arrêté du :

5 février 1933. — Les secours immédiats suivants sont alloués aux personnes ci-dessous énumérées :

| | |
|-----------------------|------------|
| Anna BEDA | 500 francs |
| AVOULINTIN | 500 — |
| VIERA | 500 — |
| Hans AKAKPO | 500 — |
| Hans AKAKPO | 500 — |
| John ATAYI | 500 — |

9 février 1933 — Le secours immédiat suivant est alloué à la personne indiquée ci-après :

| | |
|-----------------------|------------|
| HUNGO ATISSO. | 500 francs |
|-----------------------|------------|

DOMAINES

Par arrêté du 24 janvier 1933, pris en conseil d'administration :

Est attribuée définitivement en toute propriété à la société de navigation « Elder Dempster and Co. Limited » dont le siège social est à Londres (Angleterre) la concession d'un terrain domanial de la surface de soixante-quatre ares vingt-cinq centiares, situé à Lomé, cercle de Lomé, immatriculé sous le N° 242 et dont la concession provisoire avait été accordée à la susdite société par arrêté du 16 mars 1927 n° 162.

Adjudication**« Lotissement de la route des Cabrais à Sokodé »**

Le 25 avril 1933 à 10 heures il sera procédé au bureau du cercle de Sokodé par devant M. l'administrateur en chef des colonies commandant le cercle à l'adjudication des lots n°s 3, 30, 40, 45 et autres s'il y a lieu, du lotissement dit « de la route des Cabrais » à Sokodé.

Pour surfaces, mises à prix des lots et tous autres renseignements s'adresser au bureau des domaines à Lomé ou au bureau du cercle à Sokodé.

Lomé, le 7 février 1933

Le receveur des domaines
PEYROTTE

Avis de demande d'immatriculation**au livre foncier du cercle d'Anécho**

Suivant réquisition, n° 861, déposée le 21 janvier 1933 la dame Cécilia Mensa Hunuper, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Hilakondji, cercle d'Anécho, majeure non interdite ayant l'administration des biens, à la suite du décès de son mari et agissant au nom de ses enfants mineurs les nommés :

- 1° — Frantz Yaovi Hunuper, âgé de 12 ans environ ;
- 2° — John Koffi Hunuper, âgé d'environ 10 ans, suivant certificat administratif dressé par devant le commandant de cercle d'Anécho en date du 17 décembre 1932 a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de forme régulière d'une contenance totale de 9, ares situé à Anécho quartier Adjido (cercle d'Anécho vers Zongo) et borné au nord par terrain à Ekoué, au sud par la route d'Anécho à Zébé, à l'est par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Nicolaus K. Lawson.

Elle déclare que ledit immeuble appartient aux dits mineurs et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé
pendant le mois de Janvier 1933

| NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES | PAVILLON | D A T E S | | TONNAGE NOMINAL | EQUIPAGE | T O N N A G E | |
|---|------------|------------|-----------|--------------------|----------|---------------|----------|
| | | D'ARRIVÉE | DE DÉPART | | | DÉBARQUÉ | EMBARQUÉ |
| Casamance Hambourg-Pte. Noire | Français | 27. 12. 32 | 2. 1. 33 | 3.455 | 46 | — | — |
| Agnete Cardiff-Havre | Danois | 28. 12. 32 | 1. 1. 33 | 854 | 19 | — | 287.496 |
| 1-Hoggar Douala-Marseille | Français | 1. 1. 33 | —do— | 3.109 | 74 | 1.734 | 0.279 |
| 2-Dunkwa Hambourg-Douala | Anglais | 3. 1. 33 | 3. 1. 33 | 1.996 | 36 | 60.400 | — |
| 3-Ashlea Pte. Harcourt-Hambourg | —do— | 4. 1. 33 | 4. 1. 33 | 2.532 | 35 | — | 85.222 |
| 4-Canada Marseille-Douala | Français | 5. 1. 33 | 5. 1. 33 | 5.668 | 164 | 28.915 | — |
| 5-Macgregor Laird Liverpool-Kribi | Anglais | —do— | —do— | 2.167 | 41 | 60.409 | — |
| 6-St. Firmin Douala-Anvers | Français | 7. 1. 33 | 7. 1. 33 | 2.661 | 40 | — | 618.528 |
| 7-Cheldale Rotterdam-Douala | Anglais | 9. 1. 33 | 9. 1. 33 | 2.536 | 35 | 292.482 | — |
| 8-Oueme Marseille-Pte. Noire | Français | 10. 1. 33 | 10. 1. 33 | 2.417 | 47 | 281.896 | — |
| 9-Tombouctou Pte. Noire-Marseille | —do— | 11. 1. 33 | 11. 1. 33 | 3.262 | 44 | — | 355.159 |
| 10-Jonathan Holt Hambourg-Fernando-Po | Anglais | —do— | —do— | 1.794 | 39 | 112.229 | 0.111 |
| 11-Lafian Liverpool-Opobo | —do— | 15. 1. 33 | 15. 1. 33 | 2.270 | 35 | 102.225 | — |
| 12-Amérique Matadi-Bordeaux | Français | —do— | —do— | 4.867 | 146 | — | 80.736 |
| 13-Ft. Medine Hambourg-Douala | —do— | 16. 1. 33 | 16. 1. 33 | 3.141 | 46 | 117.666 | — |
| 14-Canada Douala-Marseille | —do— | —do— | —do— | 5.668 | 163 | 0.102 | 8.987 |
| 15-Touareg Marseille-Douala | —do— | 18. 1. 33 | 18. 1. 33 | 3.122 | 74 | 25.033 | 0.013 |
| 16-Maaskerk Hambourg-Douala | Hollandais | 21. 1. 33 | 21. 1. 33 | 2.338 | 60 | 41.357 | — |
| 17-Alfred Jones Liverpool-Opobo | Anglais | 22. 1. 33 | 22. 1. 33 | 2.155 | 41 | 54.877 | — |
| 18-Foucauld Bordeaux-Matadi | Français | —do— | —do— | 6.599 | 167 | 1.171 | 0.119 |
| 19-Glenlea Akassa-Avonmouth | Anglais | 23. 1. 33 | 24. 1. 33 | 2.541 | 35 | — | 244.165 |
| 20-Ft. de Souville Douala-Hambourg | Français | —do— | 26. 1. 33 | 3.129 | 44 | 8.065 | 610.405 |
| 21-New-Brunswick New-York-Douala | Anglais | 24. 1. 33 | 25. 1. 33 | 4.028 | 50 | 203.527 | 0.817 |
| 22-Ingo Brême-Cotonou | Allemand | —do— | 24. 1. 33 | 2.362 | 46 | — | 93.417 |
| 23-Dunkwa Pte. Harcourt-Hambourg | Anglais | 25. 1. 33 | 26. 1. 33 | 1.996 | 36 | 0.226 | 104.405 |
| 24-Dixcove Hambourg-Kribi | —do— | 27. 1. 33 | 27. 1. 33 | 1.995 | 36 | 35.029 | 0.567 |

| Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES | PAVILLON | DATES | | TONNAGE NOMINAL | ÉQUIPAGE | TONNAGE | |
|---|----------|-----------|-----------|--------------------|----------|----------|----------|
| | | D'ARRIVÉE | DE DÉPART | | | DÉBARQUÉ | EMBARQUÉ |
| 25-Jonathan Holt Kribi-Rotterdam | Anglais | 28. 1. 33 | 28. 1. 33 | 1.794 | 39 | 4.529 | 238.000 |
| 26-Touareg Douala-Marseille | Français | 29. 1. 33 | 29. 1. 33 | 3.122 | 74 | 2.090 | 26.095 |
| 27-Ft. de Souville Pt. Bouet-Hambourg | —do— | 30. 1. 33 | 30. 1. 33 | 3.129 | 44 | — | — |

PORT D'ANÉCHO

| | | | | | | | |
|--|----------|-----------|-----------|-------|----|---|---------|
| 1-Ashlea Pt. Harcourt-Hambourg | Français | 2. 1. 33 | 2. 1. 33 | 2.532 | 35 | — | 307.190 |
| 2-Glenlea Akassa-Hambourg | —do— | 22. 1. 33 | 23. 1. 33 | 2.541 | 36 | — | 269.365 |

Lomé, le 1^{er} Février 1933.

Le Chef du Service des Douanes

GUÉNOT

ETAT DES PRINCIPAUX PRODUITS DU CRU EXPORTÉS PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1933

| PRODUITS | JANVIER 1932 | JANVIER 1933 |
|----------------------|--------------|--------------|
| | Kg. | Kg. |
| Maïs. | 18.295 | 14.503 |
| Farine de manioc | 20.835 | 8.468 |
| Haricots. | 3.390 | 5.895 |
| Ignames. | 12.590 | 27.536 |
| Arachides en coques. | 8.075 | 11.446 |
| Coprah. | 365.059 | 88.501 |
| Amandes de palme | 1.153.413 | 398.258 |
| Café en fèves | 1.491 | 8.466 |
| Cacao | 1.522.361 | 902.252 |
| Piments | 2.130 | 3.600 |
| Huile de palme | 11.996 | 32.812 |
| Coton égrené | — | — |
| Kapok égrené | — | — |
| Beurre de karité | 7.000 | — |
| Graines de ricin | 8.305 | — |

COMPAGNIE GENERALE TRANSSAHARIENNE

LIGNE COLOMB-BÉCHAR — REGGAN — GAO — NIAMEY

Prochains départs

| DE COLOMB-BÉCHAR | DE NIAMEY |
|------------------|------------|
| Vendredi 3 Mars | 24 Février |
| — 17 — | 10 Mars |
| — 14 Avril | 31 — |
| — | 21 Avril |
| — | 12 Mai |
| — | |

HORAIRE DU SERVICE TRANSSAHARIEN

| Kilométrage | | | | | | | |
|-------------|----------|-------------------------|----------------------|---------------|--------------------------|----------|--|
| 240 kms | Vendredi | Dép. 7 h. Arr. 14 h. | (Hôtel) | Colomb-Béchar | Arr. 14 h. Dép. 7 h. | Jeudi | |
| 640 — | Samedi | Dép. 5 h. Arr. 19 h. | (Hôtel) | Béni-Abbès | Arr. 19 h. Dép. 6 h. | Mercredi | |
| 800 — | Dimanche | Dép. 8 h. Arr. 12 h. | (Hôtel) | Adrar | Arr. 18 h. Dép. 14 h. | Mardi | |
| 1.340 — | Lundi | Dép. 5 h. Arr. 18 h. | (Camp ^t) | Reggan | Arr. 19 h. Dép. 6 h. | Lundi | |
| 1.730 — | Mardi | Dép. 4 h. Arr. 20 h. | (Camp ^t) | « Bidon 5 » | Arr. 20 h. Dép. 4 h. | Dimanche | |
| 2.100 — | Mercredi | Dép. 6 h. Arr. 17 h. | (Hôtel) | Tabankort | Arr. 19 h. Dép. 8 h. | Samedi | |
| 2.570 — | Jeudi | Dép. 7 h. Arr. 20 h. | | Gao | Arr. 20 h. Dép. 7 h. | Vendredi | |
| | | | | Niamey | | | |

Prix des billets
(logement et nourriture compris)

Colomb-Béchar — Gao 3.490 frs.
Colomb-Béchar — Niamey 4.100 frs.

Transport gratuit de 30 Kgs. de bagages, colis à main compris, ne dépassant pas 100 dm³. Correspondance avec le chemin de fer : Départ de Colomb-Béchar les dimanche, mardi et vendredi à 9 heures. Wagons lits entre Colomb-Béchar et Perregaux où l'on change de train. Arrivée à Alger le lendemain à 15h. 51.
Colomb-Béchar — Alger : 1^{re} classe : 394 frs. 45. Supplément wagons-lits : 87 frs. 75.

ÉTAT PAR

TRANSPORTS

[illegible]

ESPÈCE

CONTROLE

es trois lignes pendant le 4^e Trimestre 1932

COMMERCIAUX

| Farine de manioc | Coprah | Beurre de Karité | Maïs | Ignames | Kola | Haricots | Noix de coco | Arachide | Bananes | Bois | Riz | Oignons | Fruits du pays | Café | Kapoek | Porcs | Caoutchouc | Poudre de chasse | Sisal | TOTAL |
|------------------|--------------|------------------|--------------|--------------|------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|-------------|------------|------------|------------|------------------|-------|----------------|
| T 0,320 | T 0,135 | | T 0,309 | T 0,748 | T 0,490 | | T 50,000 | | | | T 4,338 | T 13,971 | T 0,394 | T 0,120 | T 0,011 | T 0,400 | | | | T 573,881 |
| T 141,331 | T 287,060 | T 2,975 | T 103,344 | | T 0,050 | T 0,623 | T 0,790 | T 0,422 | T 0,333 | | | T 0,035 | T 0,465 | | T 0,088 | T 5,970 | | T 0,050 | | T 945,686 |
| T 141,651 | T 287,195 | T 2,975 | T 103,663 | T 0,748 | T 0,540 | T 0,623 | T 50,790 | T 0,422 | T 0,333 | | T 4,338 | T 14,006 | T 0,849 | T 0,120 | T 0,099 | T 6,370 | | T 0,050 | | T 1,519,567 |
| T 0,974 | | | T 7,095 | T 0,665 | | T 13,959 | T 0,392 | T 5,688 | | | T 11,761 | | T 1,467 | | T 0,028 | T 1,700 | | | | T 962,850 |
| T 18,404 | | T 0,013 | T 14,680 | T 5,039 | T 0,290 | T 12,153 | | T 12,901 | T 31,221 | T 0,175 | T 0,530 | T 0,777 | T 6,342 | T 41,863 | T 0,102 | T 0,100 | | | | T 3,885,908 |
| T 14,378 | | T 0,013 | T 21,755 | T 5,704 | T 0,290 | T 26,112 | T 0,392 | T 18,589 | T 31,221 | T 0,175 | T 12,291 | T 0,777 | T 7,809 | T 41,863 | T 0,128 | T 1,800 | | | | T 4,848,759 |
| T 18,190 | | | T 1,397 | T 25,203 | | T 8,429 | T 0,477 | | | | T 1,648 | T 2,303 | T 0,210 | T 0,053 | T 0,074 | T 1,000 | | T 0,155 | | T 578,358 |
| T 0,972 | | T 0,020 | T 90,114 | T 127,380 | | T 4,308 | | T 0,190 | T 1,525 | T 13,750 | T 0,060 | | T 2,324 | | T 0,092 | T 0,200 | | | | T 1,105,544 |
| T 17,162 | | T 0,020 | T 91,511 | T 152,583 | | T 12,737 | T 0,477 | T 0,190 | T 1,525 | T 13,750 | T 1,708 | T 2,303 | T 2,534 | T 0,053 | T 0,168 | T 1,200 | | T 0,155 | | T 1,683,902 |

Lomé, le 31 Décembre 1932

Le Chef du Bureau du Contrôle,
BONNARDLe Chef du Service de l'Exploitation,
BLANCHARD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

SERVICE DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Avis d'Adjudication

pour la fourniture de divers lots de matières et objets nécessaires au Service du Chemin de fer et du Wharf pour l'Exercice 1933.

CAHIERS DES CHARGES

ART. 1. — LIVRAISON. — La livraison de ces matières et objets devra avoir lieu le plus tôt possible et en tous cas au plus tard aux dates ci-après :

- | | |
|--|--|
| Lot N° 1 — Bois pour réparation Wagons. | { 1/2 le 1 ^{er} juillet 1933 |
| Lot N° 2 — Bois pour entretien des voies : le 1 ^{er} juillet 1933 | { 1/2 le 1 ^{er} octobre 1933 |
| Lot N° 3 — Accessoires pour toiture : le 15 juin 1933 | |
| Lot N° 4 — Peinture | { 1/2 le 15 juin 1933 |
| Lot N° 5 — Matières grasses : le 15 juin 1933 | { 1/2 le 15 septembre 1933 |
| Lot N° 6 — Cuirs, caoutchouc, matières textiles et filamenteuses : le 1 ^{er} juillet 1933 | |
| Lot N° 7 — Matériel de gréement : le 1 ^{er} juillet 1933 | |
| Lot N° 8 — Articles d'éclairage : le 15 juin 1933 | |
| Lot N° 9 — Divers matières et objets de nettoyage : le 1 ^{er} juillet 1933 | |
| Lot N° 10 — Petit matériel de voie | { 1/2 le 1 ^{er} août 1933 |
| Lot N° 11 — Dyplorys et accessoires : le 1 ^{er} août 1933 | { 1/2 le 1 ^{er} novembre 1933 |
| Lot N° 12 — Quincaillerie | { 1/2 le 1 ^{er} juillet 1933 |
| Lot N° 13 — Outillage : le 1 ^{er} juillet 1933 | { 1/2 le 1 ^{er} novembre 1933 |
| Lot N° 14 — Métaux : le 1 ^{er} septembre 1933 | |
| Lot N° 15 — Pièces de rechange pour chaloupe du Wharf : le 1 ^{er} octobre 1933 | |
| Lot N° 16 — Pièces de rechange pour grues du Wharf : le 1 ^{er} octobre 1933 | |
| Lot N° 17 — Machine outil : le 1 ^{er} août 1933 | |
| Lot N° 18 — Combustible : le 1 ^{er} juillet 1933 | |
| Lot N° 19 — Petit matériel de gare : le 15 juin 1933 | |

ART. II. — SOUMISSIONS. — 1°) Les soumissions devront parvenir à la Direction du Chemin de fer et du Wharf au plus tard le 15 avril 1933, la séance d'Adjudication étant ouverte à 8 heures précises.

2°) La Commission d'adjudication est composée de :

| | |
|--|------------------|
| M. M. Le Chef de Service des Chemins de fer et du Wharf. | <i>Président</i> |
| Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Finances } | <i>Membres</i> |
| Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Matières } | |

3°) Les soumissions seront présentées sous la forme suivante :

a) Chaque lot fera l'objet de propositions exprimées par article tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base du système métrique.

b) Chaque soumission dûment timbrée et placée sous enveloppe fermée et cachetée devra être faite par lot complet et porter l'indication de la raison sociale du soumissionnaire ainsi que sa signature.

c) Chaque enveloppe ne devra contenir que les propositions pour un seul lot et porter la mention suivante : *ADJUDICATION DU 15 AVRIL 1933 POUR LA FOURNITURE DE*

(indiquer en toutes lettres le titre du lot et son numéro)

d) Les prix proposés s'entendent marchandises rendues aux magasins d'approvisionnement du Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé.

e) Les documents et échantillons imposés dans les conditions et spécifications techniques afférents aux divers lots devront obligatoirement être annexés aux soumissions.

4°) Sera déclaré adjudicataire le soumissionnaire ayant présenté le prix le plus bas pour l'ensemble d'un lot.

5°) Les prix détaillés rigoureusement exacts de chaque lot devront être adressés par l'adjudicataire à la Direction du Chemin de fer au plus tard le 15 Mai 1933.

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné agent général de
 de agissant au nom et pour le compte
 élu de domicile à dûment commissionné à cet effet, faisant
 du cahier des charges relatif à la fourniture du lot-N° après avoir pris connaissance
 de faisant l'objet de l'adjudi-
 cation du me soumet et m'engage envers le Chef de Service du Chemin de fer et du
 Wharf, stipulant au nom et pour le compte du Commissaire de la République au Togo, à fournir
 et à livrer au Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé le lot précité aux prix suivants :

sans réserves, ni restrictions.

ART. III. — CAUTIONNEMENT. — Dans les dix jours qui suivront la notification de l'approbation du marché par le Commissaire de la République l'adjudicataire sera tenu de déposer un cautionnement définitif correspondant au 5% du montant total de la fourniture adjudgée arrondi à la centaine supérieure. Il devra en outre remettre à la Direction du Chemin de fer le récépissé constatant le versement du dit cautionnement qui sera réalisé dans les conditions fixées par l'article 10 du décret du 18 Novembre 1882.

ART. IV — RÉCEPTION. — La réception des fournitures en quantité et en qualité aura lieu aux magasins des approvisionnements généraux du Chemin de fer par la Commission Ordinaire des Recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930.

ART. V. — RECETTE TECHNIQUE. — La Commission Ordinaire des recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930 du Commissaire de la République au Togo chargée également de la recette technique s'assurera que la fourniture remplit exactement les conditions prévues au présent contrat.

Elle pourra procéder en outre à telles épreuves et expertises qu'elle jugera nécessaires sans que le fournisseur puisse élever aucune réclamation.

Elle déterminera le délai à accorder pour le remplacement des objets rebutés ou pour les réparations nécessaires. Elle fera toutes propositions dans ce sens au Chef de Service du Chemin de Fer et du Wharf en vue de la décision à proposer au Commissaire de la République.

ART. VI. — PÉNALITÉS. — a) Les dispositions de l'art. 60 des Conditions Générales pour fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo du 12 Décembre 1927 modifiées par arrêté N° 194 du 10 Avril 1930 du Commissaire de la République concernant les pénalités pour retard dans les livraisons sont applicables aux présentes fournitures.

b) La clause pénale précitée sera appliquée dans tous les cas avec la dispense formelle de mise en demeure du contractant à l'Administration.

ART. VII. — PAIEMENT. — Le paiement de la dépense aura lieu à Lomé dans les délais impartis par les conditions générales du Togo du 12 décembre 1927 sur présentation de l'original de la facture, de l'original du marché dûment timbré et enregistré à la diligence et aux frais du fournisseur et des procès-verbaux de la Commission ordinaire et de la Commission technique de recette.

Le Territoire se libèrera de la somme due en exécution du présent contrat en faisant donner, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juin 1927, crédit à l'une des Banques que le fournisseur est tenu d'indiquer dans sa soumission, à charge par la banque considérée d'en imputer le montant au compte du dit fournisseur.

ART. VIII. — CONDITIONS GÉNÉRALES. — L'adjudicataire sera soumis aux conditions générales pour fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo du 12 décembre 1927 en ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

ART. IX. — PUBLICITÉ. — Le présent avis sera inséré au Journal Officiel du Territoire.

Un extrait ainsi que les dessins, croquis et échantillons afférents à certains lots seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande à la Direction du Chemin de fer et du Wharf.

ART. X. — Nomenclature détaillée des lots et conditions et spécifications techniques afférents cbacun d'eux :

LOT N° 1

Bois pour réparation wagons

| N°s D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|---|------------------|-----------|
| 1 | Planches sapin de 6m. \times 0,15 \times 0,025 | m ³ . | 3,000 |
| 2 | Lames de parquet sapin 6m. \times 0,15 \times 0,025 | — | 3,000 |
| 3 | Lames de parquet sapin 6m. \times 0,15 \times 0,035 | — | 8,000 |
| 4 | Lames de parquet sapin 7m.40 \times 0,10 \times 0,018 | — | 3,000 |
| 5 | Madriers chêne 5m. 30 \times 0,08 \times 0,23 | — | 3,000 |
| 6 | Planches chêne 5m. 00 \times 0,22 \times 0,04 | — | 10,000 |

LOT N° 2

Bois pour entretien des voies

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|------------------|-----------|
| 1 | 400 Traverses chêne 1,80 × 0,24 × 0,20 | m ³ . | 34,560 |
| 2 | 100 Traverses chêne 3,50 × 0,24 × 0,20 | — | 16,800 |
| 3 | 300 Traverses chêne 1,80 × 0,24 × 0,12 | — | 15,552 |
| 4 | 200 Madriers chêne 2,75 × 0,24 × 0,10 | — | 13,200 |
| 5 | 200 Madriers chêne 4,75 × 0,24 × 0,10 | — | 22,800 |

Conditions et spécifications techniques

pour la fourniture de bois pour réparation wagons et bois pour entretien des voies (Lot n° 1 et 2)

Les bois devront être secs pour ne pas être exposés à se voiler ni à s'altérer, non cassants, de droit fil, (fibres bien parallèles et sans rebours) sains et sans défaut, c'est-à-dire de provenance d'arbres exempts de lésions dues soit aux variations atmosphériques ou aux accidents : Nœuds vicieux, gale pierreuse, veines grasses, froture, gélivure, double aubier ou gélivure entrelardée, chancre de gelée, roulure, gerçure, fente d'insolation, lunure, cadranure, etc. etc., soit aux organismes vivants au détriment des éléments du bois. (parasites animaux : Pucerons, Kermès, Scolytes, Vrille, Limexylon, Termites, Tarets etc. etc., et parasites végétaux : Bactéries et Champignons ou Mycètes).

La cassure d'une section de faible équarrissage débitée dans le sens des fibres rompues par flexion devra présenter une série d'aspérités formant des aiguilles enchevêtrées.

Les copeaux détachés devront être d'une largeur et s'enrouler sur eux-mêmes sans se briser.

LOT N° 3

Accessoires pour Toiture

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|-----------------|-----------|
| 1 | Feutre asphalté extra fort, large 1 m. en rouleau de 20 m. | Rouleau | 50 |
| 2 | Pointes pour pose feutre, à ergot et à large calotte | % ₀₀ | 5 |

Conditions et spécifications techniques

La fourniture de ces articles devra être de la meilleure qualité fabriquée dans le commerce et répondre à la spécification demandée.

LOT N° 4

Peintures

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|---|--------|-----------|
| 1 | Blanc de zinc broyé à l'huile, en boîte de 10 kg. | Boîte | 10 |
| 2 | Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux en boîte de 5 kg. rouge. . . | — | 2 |
| 3 | Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux en boîte de 25 kg. noire. . . | — | 14 |
| 4 | Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux en boîte de 25 kg. gris-foncé. . | — | 14 |
| 5 | Peinture <i>Eureka</i> blanche, boîte de 5 kg. | — | 2 |
| 6 | Peinture <i>Eureka</i> verte, boîte de 5 kg. | — | 2 |
| 7 | Peinture anti rouille <i>Vigor</i> , gris-acier, boîte de 25 kg. | — | 16 |
| 8 | Peinture préparée, estagnon de 25 kg. noire | — | 5 |
| 9 | Peinture préparée, estagnon de 25 kg. blanche | — | 12 |
| 10 | Peinture préparée, estagnon de 25 kg. chamois | — | 2 |
| 11 | Peinture préparée, estagnon de 25 kg. bleue outre-mer | — | 8 |
| 12 | <i>Ripolin</i> blanc de neige, boîte de 5 kg. | — | 2 |
| 13 | Minium de fer, en poudre, fût de 50 kg. | Nombre | 4 |
| 14 | Essence de térébenthine, en fût fer. | Kgr. | 400 |
| 15 | Coaltar, en fût de 200 kg. | Nombre | 30 |
| 16 | Noir de fumée, en poudre, fût de 25 kg. | — | 6 |
| 17 | Huile de lin cuite, en bidon fer de 20 kg. | — | 20 |

Conditions et spécifications techniques

Les peintures spéciales *Eureka* et *Vigor* devront obligatoirement provenir des Etablissements : Les FILS de Vve. HAGUENAUER AÎNÉ à Pantin (Seine), et les autres peintures à l'huile et en poudre devront provenir soit des Etablissements HAGUENAUER soit des Etablissements L. C. H. 31, rue Joubert, Paris.

Le coaltar sera du goudron de gaz pratiquement bien décanté.

Il devra être d'un noir brillant et uniforme de consistance sirupeuse bien prononcée.

La pesanteur spécifique sera de 1,15 à 1,25.

Son odeur sera franche. Employé à chaud il devra s'étendre et couler moins que le goudron végétal et plus que le brai sec, sécher et durcir plus promptement que le premier et plus lentement que le second.

Le goudron devra être bien débarrassé de son eau ammoniacale.

A l'épreuve d'incinération le goudron ne laissera que des traces de cendres inférieures à un millième.

AUTRES MATIÈRES. — Devront être conformes à leurs spécifications et de la meilleure qualité commerciale et ne présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect et à leur emploi.

LOT N° 5

Matières grasses

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|---|--------|-----------|
| 1 | Graisse consistante en fût de 50 kg. | Kgr. | 500 |
| 2 | Graisse Belleville, boîte de 2 kg. | Nombre | 10 |
| 3 | Huile de pied de bœuf, en fût de 25 kg. | — | 25 |
| 4 | Huile fine d'horlogerie. | — | 6 |

Conditions et spécifications techniques

1°) — GRAISSE CONSISTANTE. — Cet ingrédient sera de qualité loyale et marchande, garanti pur et sans eau et exempt de matières inertes.

2°) — AUTRES INGRÉDIENTS. — Devront être de la spécification demandée et de toute première qualité.

LOT N° 6

**Cuir, Caoutchouc, Matières textiles
et filamenteuses.**

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|---|----------------|-----------|
| 1 | Cuir gras pour joints | Kgr. | 30 |
| 2 | Cuir sec, en peau complète. | Nombre | 1 |
| 3 | Caoutchouc blanc en feuille de 1 m ² pour joints, épaisseur 6 ^{m/m} | m ² | 6 |
| 4 | Cordonnet amiante de 4 ^{m/m} | Kgr. | 3 |
| 5 | Tresse amiante de 8 ^{m/m} | — | 3 |
| 6 | Tresse amiante de 10 ^{m/m} | — | 2 |
| 7 | Tresse amiante de 15 ^{m/m} | — | 5 |
| 8 | Tresse amiante de 20 ^{m/m} | — | 30 |
| 9 | Tresse amiante carrée graphitée de 18 ^{m/m} | — | 10 |
| 10 | Tresse amiante carrée graphitée de 22 ^{m/m} | — | 20 |
| 11 | Tresse amiante de 12 ^{m/m} | — | 25 |
| 12 | Klingeritt en feuille de 1 m ² épaisseur de 2 ^{m/m} | Feuille | 15 |
| 13 | Klingeritt en feuille de 1 m ² épaisseur de 3 ^{m/m} | — | 15 |
| 14 | Courroie balata, largeur 40 ^{m/m} 3 plis | Mètre | 25 |
| 15 | Courroie balata, largeur 45 ^{m/m} 3 plis | — | 35 |
| 16 | Courroie balata, largeur 50 ^{m/m} 3 plis | — | 20 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|----------------|-----------|
| 17 | Courroie balata de 55 ^{m/m} de largeur, 3 plis | Mètre | 50 |
| 18 | Courroie balata de 60 ^{m/m} de largeur, 3 plis | — | 35 |
| 19 | Courroie balata de 80 ^{m/m} de largeur, 4 plis | — | 30 |
| 20 | Courroie balata de 100 ^{m/m} de largeur, 4 plis | — | 80 |
| 21 | Courroie balata de 110 ^{m/m} de largeur, 4 plis | — | 20 |
| 22 | Laine en écheveaux pour tampons graisseurs | Kgr. | 15 |
| 23 | Joints métalloplastique, épaisseur 3 ^{m/m} | m ² | 10 |
| 24 | Déchet de coton | Kgr. | 1000 |
| 25 | Vieux chiffons | — | 500 |
| 26 | Tuyaux en toile de 50 ^{m/m} | Mètre | 50 |
| 27 | Fibre en plaque de 1 ^{m/m} de 1 m,20 × 1 m. | Nombre | 2 |
| 28 | Fibre en plaque de 2 ^{m/m} de 1 m,20 × 1 m. | — | 2 |
| 29 | Fibre en plaque de 3 ^{m/m} de 1 m,20 × 1 m. | — | 2 |
| 30 | Tuyaux en caoutchouc pour alimentation de grues, diamètre intérieur : 30 ^{m/m} ; extérieur : 40 ^{m/m} | Mètre | 100 |
| 31 | Toile à laver par coupon de 2 mètres | Kgr. | 20 |

Conditions et spécifications techniques

Les articles à fournir seront de la meilleure qualité, répondant à la spécification demandée et seront exempts de tout défaut pouvant nuire à leur solidité, emploi ou aspect.

Les fascicules 14 et 16 du recueil des conditions particulières de marchés de la Marine Nationale seront applicables aux produits d'amiante.

Les conditions de fabrications et réceptions des courroies seront celle imposées pour les courroies Balata et les cuirs gras par le Service du Contrôle et de la surveillance en usines de la Marine (Services de constructions navales).

Les courroies Balata seront à 3 et 4 plis et doivent provenir des Etablissements WALLACH FRÈRES, 105, rue de Tocqueville, Paris.

La laine en écheveaux pour tampons graisseurs devra obligatoirement provenir des Etablissements V^{te} Gustave DEPRECO à Raismes (Nord).

LOT N° 7

Matériel de gréement

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 1 | Câble en acier fondu clair, pour équipement de palans de moufles, qualité 160 × 170 kg. par millimètre carré de section et de composition extra souple, 6 torons de 37 fils, 200 m. de longueur, diamètre 21 ^{m/m} , N° du fil 5, poids approximatif 1 kg. 600 au mètre — résistance 24.000 kg. | Pièce | 2 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 2 | Câble antigiratoire de 19 ^{m/m} de diamètre et de 200 m. de longueur en fil d'acier clair pour grues de 3 T. provenant des Etablissements DAYDE, Paris, qualité extra souple à 7 torons plats, Poids au mètre 1 kg. 500 environ — résistance à la rupture 17.000 kg. | Pièce | 2 |
| 3 | Câble antigiratoire de 25 ^{m/m} de diamètre et de 200 ^m de longueur en fil d'acier clair, pour grues de 10 T. provenant des Etablissements DAYDE, Paris — qualité extra souple à 7 torons plats, poids au mètre 2 kg. 500 environ — résistance à la rupture 28.000 kg. | | |
| 4 | Câble en fil d'acier extra souple de 16 à 18 ^{m/m} de diamètre, et de 200 m. de longueur. | — | 1 |
| 5 | Ligne d'amarrage en fil d'acier extra doux de 6 à 8 ^{m/m} de diamètre | — | 2 |
| 6 | Organaux galvanisés de 0,12 de diamètre intérieur avec tige filetée sur 10 ^{cm} longueur de la tige 0,30 avec rondelles et écrous, section du métal 0,20. | Kgr. | 50 |
| | | Nombre | 20 |

Conditions et spécifications techniques.

La fourniture sera conforme aux modèles remis aux soumissionnaires qui en feront la demande et devra provenir de la corderie Centrale BARDON et FILS et Cie. 12, Boulevard Sébastopol, Paris.

Les conditions de fabrication et de réception seront pour chaque article celles imposées par le Service de la Surveillance et du Contrôle aux usines de la Marine Nationale.

LOT N° 8

Article d'éclairage

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|--------|-----------|
| 1 | Lampe <i>Titus</i> à gaz d'essence de 120 bougies | Nombre | 1 |
| 2 | Débouchoir pour lampe <i>Titus</i> même modèle | — | 4 |
| 3 | Brûleur pour lampe <i>Titus</i> | — | 2 |
| 4 | Lanternes à 3 feux rouge, vert et blanc | — | 40 |
| 5 | Allumoirs à main à alcool | — | 5 |

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles devront être conformes à leurs spécifications et de bonne qualité. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect ou à leur emploi.

LOT N° 9

Divers matières et objets de nettoyage

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|---|---------|-----------|
| 1 | Argile réfractaire en baril de 200 kg. environ | Nombre | 3 |
| 2 | Fleur de soufre | Kgr. | 100 |
| 3 | Acide chlorydrique | Litres | 23 |
| 4 | Potasse caustique, fût de 25 kg. | Kgr. | 50 |
| 5 | Pierre ammoniacale | — | 5 |
| 6 | Creuset en plombagine de 80 kg. forme tronc de cône | Nombre | 12 |
| 7 | Résine | Kgr. | 10 |
| 8 | Savon noir en pâte | — | 100 |
| 9 | Savon noir en morceaux de 500 grammes | Nombre | 200 |
| 10 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 42 à 50 ^{cm} /m N° 0 | Mètre | 35 |
| 11 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 42 à 50 ^{cm} /m N° 1 | — | 15 |
| 12 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 42 à 50 ^{cm} /m N° 2 | — | 5 |
| 13 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 0,34 × 0,22 N° 0000 | Feuille | 50 |
| 14 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 0,34 × 0,22 fine | — | 100 |
| 15 | Toile émeri sur tissus croisé, première qualité, largeur 0,34 × 0,22 moyenne | — | 100 |
| 16 | Papier de verre feuille de 0,30 × 0,24 fin | — | 240 |
| 17 | Papier de verre feuille de 0,30 × 0,24 moyen | — | 240 |
| 18 | Papier de verre feuille de 0,30 × 0,24 gros | — | 130 |
| 19 | Potée d'émeri fine | Kgr. | 12 |
| 20 | Toile métallique très fine, cuivre, largeur 0,95 — 25 mailles au centimètre carré, rouleau de 50 m. | Rouleau | 4 |
| 21 | Brosses à laver piassava emmanchées | Nombre | 26 |
| 22 | Manches de brosses à laver en deux parties | — | 30 |

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles seront conformes à la spécification et de la meilleure qualité commerciale. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect, à leur emploi et à leur solidité.

LOT N° 10

Petit matériel de voie

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|--|--------|-----------|
| 1 | Crapauds n° 1 allemands (suivant dessin) | Nombre | 5.000 |
| 2 | Crapauds n° 2 allemands (suivant dessin) | — | 2.000 |

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITES | QUANTITÉS |
|----------------|---|--------|-----------|
| 3 | Crapauds n° 3 allemands (suivant dessin) | Nombre | 1.000 |
| 4 | Pincés à riper tige à boule, pointe de crayon, long. 1 m. 50 diam. 0,04 poids 16 kg. | — | 210 |
| 5 | Battes à bourrer en fer (conforme au croquis ci-joint) | — | 150 |
| 6 | Battes à bourrer en fer (dessin joint) | — | 400 |
| 7 | Battes à bourrer en bois (dessin joint) | — | 300 |
| 8 | Manches en frêne pour battes en fer ci-dessus longueur 0,90 | — | 900 |
| 9 | Sellettes n° 3 (suivant dessin) | — | 1000 |
| 10 | Crics relève voie avec forte senelle, fût et cage en tôle d'acier force 2000 kg. haut 0,50 course 0,22 poids approximatif 25 kg. | — | 10 |
| 11 | Pelles pour terrassiers, pointues de 38/32, poids 1 kg. 800, douille cintrée | — | 100 |
| 12 | Pelles pour terrassiers en tôle d'acier, arrondies de 36/32 poids 1 kg. 800, douille cintrée | — | 350 |
| 13 | Manches de pelles en frêne, pour pelles ci-dessus, long. 1 m. 10 | — | 500 |
| 14 | Selles françaises pour pont (dessin joint) | — | 500 |
| 15 | Tirefonds (dessin joint) | — | 1000 |
| 16 | Cles pour boulons d'éclisses allemands (dessin joint) | — | 50 |
| 17 | Cles pour boulons d'éclisses français (dessin joint) | — | 20 |
| 18 | Cles pour boulons de crapauds allemands (dessin joint) | — | 50 |
| 19 | Cles pour boulons de crapauds français (dessin joint) | — | 25 |
| 20 | Cles pour tirefonds (dessin joint) | — | 25 |
| 21 | Pioches de terrassiers acier forgé, long. 0,50 poids 3 kg. | — | 150 |
| 22 | Manches de pioche frêne long. 0,90 | — | 400 |
| 23 | Equerre de pose en fer de 1 m. 20 (dessin joint) | — | 10 |
| 24 | Règles; à devers fer (dessin joint) | — | 20 |
| 25 | Niveau de pose de 1 m. 10 | — | 30 |
| 26 | Coussinet de glissements pour aiguillage Standard (dessin joint) | — | 20 |
| 27 | Entretoises de pointes à gauche (dessin joint) | — | 12 |
| 28 | Entretoises de pointes à droite (dessin joint) | — | 12 |
| 29 | Tringles d'écartement de 0,680 avec pattes d'articulation (dessin joint) | — | 20 |
| 30 | Tringles d'écartement de 0,733 avec pattes d'articulation (dessin joint) | — | 20 |
| 31 | Boulons de 45/16 ^{m/m} (dessin joint) | — | 50 |
| 32 | Boulons tête basse 65/18 ^{m/m} (dessin joint) | — | 25 |
| 33 | Boulons ordinaires 65/18 ^{m/m} (dessin joint) | — | 25 |
| 34 | Boulons ordinaires 110×18 ^{m/m} (dessin joint) | — | 25 |
| 35 | Boulons ordinaires 130×18 ^{m/m} (dessin joint) | — | 25 |
| 36 | Boulons ordinaires 200×18 ^{m/m} (dessin joint) | — | 25 |
| 37 | Boulons de 20 ^{m/m} de diam. et 95, 105, 140, 155, 185, 225, 235, 330, et 250 ^{m/m} de long. (10 de chaque) (dessin joint) | — | 90 |
| 38 | Axe des tringles d'écartement avec goupille (dessin joint) | — | 10 |
| 39 | Coussinets de talon de l'aiguille de gauche et droite (dessin joint) | Paire | 10 |

Conditions et spécifications techniques.

Les articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 25, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, devront être exécutés conformément aux dessins remis aux soumissionnaires qui en feront la demande.

Le matériel à livrer devra être fabriqué avec soin et précision.

La nature des matériaux à employer pour la fabrication, leur provenance, leur qualité ainsi que leurs conditions d'exécution et de réception seront celles indiquées par les spécifications et cahiers des charges unifiés des grands réseaux des Chemins de fer français.

LOT N° 11

Dyplorys et accessoires

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 1 | Dyplorys type n° VI pour charge de 8 Tonnes avec frein pour voie métrique | Jeu | 10 |
| 2 | Bennes basculantes de 750 litres accouplées sur châssis spécial s'adaptant sur tous les types de dyplorys, pour les dyplorys ci-dessus, avec brides et boulons d'attache | — | 10 |
| 3 | Essieux montés avec roues en acier coulé pour voie d'un mètre, diamètre des roues: 350 ^m / _m , essieux au corps 45 à la fusée 40 × 88 | Nombre | 2 |
| 4 | Boîtes à rouleau pour fusée extérieure et étriers de guidage (fig. 1411). | — | 4 |
| 5 | Rouleaux de rechange pour les boîtes ci-dessus | — | 24 |

Conditions et spécifications techniques

1°) DYPLORYS ET BENNES. — Les Dyplorys et Bennes proviendront obligatoirement de la Société Les FILS D'ALBERT COLLET, à Paris, Rue Cardinet N° 41.

Les spécifications techniques sont les mêmes que celles des dyplorys et bennes fournis par la Société ci-dessus indiquée suivant marché N° 3730 du 28 Juillet 1931.

2°) ESSIEUX MONTÉS ET ACCESSOIRES. — Les essieux montés et accessoires devront provenir des Etablissements COMESSA (N° 39 page 21 du catalogue).

LOT N° 12

Quincaillerie

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 1 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 6 × 14 | le % | 5 |
| 2 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 6 × 19 | — | 5 |
| 3 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 8 × 19 | — | 5 |
| 4 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 8 × 40 | — | 3 |
| 5 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 10 × 19 | — | 5 |
| 6 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 10 × 32 | — | 8 |
| 7 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 12 × 32 | — | 5 |
| 8 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 12 × 40 | — | 10 |
| 9 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 12 × 70 | — | 5 |
| 10 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 14 × 32 | — | 5 |
| 11 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 14 × 40 | — | 15 |
| 12 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 16 × 32 | — | 10 |

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|---|--------|-----------|
| 13 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 16×40 | le % | 5 |
| 14 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 16×49 | — | 30 |
| 15 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 16×70 | — | 5 |
| 16 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 16×82 | — | 2 |
| 17 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 18×32 | — | 5 |
| 18 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 18×70 | — | 5 |
| 19 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 18×82 | — | 1 |
| 20 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 12×80 | — | 1 |
| 21 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 18×95 | — | 2 |
| 22 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 20×49 | — | 7 |
| 23 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 20×70 | — | 5 |
| 24 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 22×49 | — | 3 |
| 25 | Boulons bruts tête et écrous 6 pans, pas S. I. 22×65 | — | 2 |
| 26 | Boulons T. E. 6 pans 250×16 | — | 2 |
| 27 | Boulons T. E. 6 pans 140×18 | — | 3 |
| 28 | Boulons T. E. 6 pans 120×10 | — | 10 |
| 29 | Boulons T. E. 6 pans 80×12 | — | 10 |
| 30 | Boulons T. E. 6 pans 30×5 | — | 2 |
| 31 | Boulons T. E. 6 pans 50×10 | — | 4 |
| 32 | Boulons T. E. 6 pans 60×12 | — | 4 |
| 33 | Boulons T. E. 6 pans 80×14 | — | 5 |
| 34 | Boulons T. E. 6 pans 120×14 | — | 5 |
| 35 | Boulons bruts tête F. avec ergot, écrous 6 pans. 12×49 | — | 2 |
| 36 | Boulons bruts tête F. avec ergot, écrous 6 pans. 12×59 | — | 5 |
| 37 | Boulons bruts tête F. avec ergot, écrous 6 pans. 12×70 | — | 15 |
| 38 | Boulons bruts tête F. avec ergot, écrous 6 pans. 12×82 | — | 5 |
| 39 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 14×32 | — | 2 |
| 40 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 16×32 | — | 2 |
| 41 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 16×49 | — | 3 |
| 42 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 10×100 | — | 50 |
| 43 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 10×150 | — | 50 |
| 44 | Boulons bruts tête fraisée, avec ergot, écrous 6 pans. 10×220 | — | 50 |
| 45 | Boulons galvanisés tête fraisée 10×100 | — | 50 |
| 46 | Boulons galvanisés tête fraisée 10×115 | — | 50 |
| 47 | Boulons galvanisés tête fraisée 10×125 | — | 50 |
| 48 | Boulons galvanisés tête fraisée 10×200 | — | 50 |
| 49 | Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans. 12×25 | — | 1 |
| 50 | Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans. 12×59 | — | 15 |
| 51 | Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans. 12×70 | — | 8 |
| 52 | Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans. 12×82 | — | 2 |
| 53 | Boulons tête écrous carré 50×9 | — | 1 |
| 54 | Boulons tête plate fendue 40×6 | — | 2 |
| 55 | Boulons tête plate fendue 20×6 | — | 2 |
| 56 | Boulons tête plate fendue 30×7 | — | 2 |
| 57 | Crochets d'armoire à vis en laiton de 30×5 | — | 2 |
| 58 | Crochets d'armoire à vis en laiton de 50×6 | — | 2 |
| 59 | Charnières cuivre renforcées de 40×25 | Nombre | 20 |
| 60 | Charnières cuivre renforcées de 60×35 | — | 24 |
| 61 | Charnières cuivre renforcées de 80×40 | — | 24 |
| 62 | Cadenas automatique, 2 clés, haut. 85 m/m | — | 20 |
| 63 | Porte-cadenas tôle d'acier galvanisée, long. 0,20 | — | 20 |
| 64 | Écrous forgés 6 pans taraudés de 10, 12, 14, 16, 18, 20, et 22 m/m de diamètre. | le % | 14 |
| 65 | Écrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 10 m/m | — | 1 |

| N ^{OS} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 66 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 12m/m | le % | 2 |
| 67 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 14m/m | — | 2 |
| 68 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 16m/m | — | 5 |
| 69 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 18m/m | — | 1 |
| 70 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 20m/m | — | 1 |
| 71 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 22m/m | — | 1 |
| 72 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 24m/m | — | 1 |
| 73 | Ecrous 6 pans pas S. I. diamètre fileté 30m/m | — | 2 |
| 74 | Goupilles fendues de 3 × 40 m/m | — | 12 |
| 75 | Goupilles fendues de 4 × 45 m/m | — | 15 |
| 76 | Goupilles fendues de 4 × 50 m/m | — | 2 |
| 77 | Goupilles fendues de 5 × 55 m/m | — | 2 |
| 78 | Goupilles fendues de 6 × 60 m/m | — | 2 |
| 79 | Goupilles fendues de 7 × 60 m/m | — | 2 |
| 80 | Goupilles fendues de 7 × 80 m/m | — | 5 |
| 81 | Goupilles fendues de 8 × 60 m/m | — | 2 |
| 82 | Goupilles fendues de 8 × 95 m/m | — | 5 |
| 83 | Goupilles fendues de 9 × 60 m/m | — | 2 |
| 84 | Goupilles fendues de 10 × 120 m/m | — | 2 |
| 85 | Goupilles fendues de 20 × 1,5 m/m | — | 2 |
| 86 | Goupilles fendues de 30 × 3 m/m | — | 2 |
| 87 | Goupilles fendues de 50 × 5 m/m | — | 2 |
| 88 | Goupilles fendues de 20 × 3 m/m | — | 2 |
| 89 | Goupilles fendues de 20 × 2 m/m | — | 2 |
| 90 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 12 × 120 | — | 1 |
| 91 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 11 × 110 | — | 3 |
| 92 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 10 × 100 | — | 4 |
| 93 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 9 × 90 | — | 2 |
| 94 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 8 × 80 | — | 2 |
| 95 | Goupilles coniques, cône 2% fendues sur 1/3 de leur long. 7 × 70 | — | 8 |
| 96 | Paumelles cuivre de 110 × 50 à droite | Paire | 12 |
| 97 | Paumelles cuivre de 110 × 50 à gauche | — | 12 |
| 98 | Paumelles cuivre de 160 × 60 à droite | — | 12 |
| 99 | Paumelles cuivre de 160 × 60 à gauche | — | 12 |
| 100 | Paumelles cuivre de 190 × 70 à droite | — | 12 |
| 101 | Paumelles cuivre de 190 × 70 à gauche | — | 12 |
| 102 | Pitons à vis cuivre de 25 × 4 | le % | 4 |
| 103 | Pitons à vis cuivre de 35 × 5 | — | 4 |
| 104 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 15 × 10 ^e × 20 m/m | Kgr. | 10 |
| 105 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 18 × 10 ^e × 30 m/m | — | 20 |
| 106 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 24 × 10 ^e × 40 m/m | — | 50 |
| 107 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 27 × 10 ^e × 50 m/m | — | 50 |
| 108 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 30 × 10 ^e × 60 m/m | — | 50 |
| 109 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 39 × 10 ^e × 80 m/m | — | 50 |
| 110 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 44 × 10 ^e × 100 m/m | — | 20 |
| 111 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 54 × 10 ^e × 125 m/m | — | 20 |
| 112 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 59 × 10 ^e × 150 m/m | — | 20 |
| 113 | Pointes fer ordinaire, tête plate, diamètre 75 × 10 ^e × 200 m/m | — | 5 |
| 114 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 20 m/m de long. | — | 25 |
| 115 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 30 m/m de long. | — | 25 |
| 116 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 40 m/m de long. | — | 30 |
| 117 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 50 m/m de long. | — | 35 |
| 118 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 60 m/m de long. | — | 35 |

| Nos D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------|--|----------|-----------|
| 119 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 70 m/m de long. | Kg. | 40 |
| 120 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 80 m/m de long. | — | 40 |
| 121 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 100 m/m de long. | — | 40 |
| 122 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 120 m/m de long. | — | 40 |
| 123 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 140 m/m de long. | — | 50 |
| 124 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 160 m/m de long. | — | 50 |
| 125 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 25 m/m × 2 m/m 5 | — | 20 |
| 126 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 35 m/m × 2 m/m 5 | — | 100 |
| 127 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 40 m/m × 2 m/m 5 | — | 100 |
| 128 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 50 m/m × 3 m/m | — | 100 |
| 129 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 60 m/m × 3 m/m | — | 200 |
| 130 | Pointes fer ordinaire, tête plate, de 100 m/m × 5 m/m | — | 100 |
| 131 | Pointes galvanisées de 70 m/m de longueur | — | 50 |
| 132 | Rondelles fer noir, trous de 14 m/m | le % | 5 |
| 133 | Rondelles fer noir, trous de 11 m/m | — | 3 |
| 134 | Rondelles fer noir, trous de 16 m/m | — | 2 |
| 135 | Rondelles fer noir, trous de 18 m/m | — | 7 |
| 136 | Rondelles fer noir, trous de 20 m/m | — | 7 |
| 137 | Rondelles fer noir, trous de 22 m/m | — | 2 |
| 138 | Rondelles fer noir, trous de 24 m/m | — | 2 |
| 139 | Rivets fer tête ronde de 7 × 5 | Kg. | 2 |
| 140 | Rivets fer tête ronde de 20 × 6 | — | 2 |
| 141 | Rivets fer tête ronde de 30 × 8 | — | 5 |
| 142 | Rivets acier B. tête ronde de 12 × 46 | le % | 2 |
| 143 | Rivets acier B. tête ronde de 14 × 50 | — | 10 |
| 144 | Rivets acier B. tête ronde de 16 × 45 | — | 15 |
| 145 | Rivets acier B. tête ronde de 16 × 55 | — | 2 |
| 146 | Rivets acier B. tête ronde de 16 × 60 | — | 5 |
| 147 | Rivets acier B. tête ronde de 16 × 85 | le % | 1 |
| 148 | Rivets galvanisés long. 30 m/m × 10 m/m | Kgr. | 10 |
| 149 | Graisseurs Stauffer No 5 | Nombre | 12 |
| 150 | Graisseurs Stauffer No 6 | — | 12 |
| 151 | Poignée de tiroir à cuvette en cuivre poli tiroir, long. 80 m/m | Douzaine | 5 |
| 152 | Serrure cuivre de 140 × 80 pour porte, à droite en tirant poignée céramique. | Nombre | 12 |
| 153 | Serrure cuivre de 140 × 80 pour porte, à gauche en tirant poignée céramique. | — | 12 |
| 154 | Serrures en tôles d'acier de 140 × 80 pour porte, à droite en tirant pêne dormant 1/2 tour | — | 12 |
| 155 | Serrures d'armoire enclouonné cuivre de 0,60 × 0,60 à droite avec 2 clés à gorge | — | 10 |
| 156 | Serrures d'armoire enclouonné fer de 0,60 × 0,60 à gauche avec 2 clés à gorge | — | 10 |
| 157 | Targettes fer pêne plat de 80 m/m de largeur | — | 20 |
| 158 | Targettes fer pêne plat de 60 m/m de largeur | — | 20 |
| 159 | Vis à bois cuivre tête plate fraisée 20 × 3,5 | le % | 3 |
| 160 | Vis à bois cuivre tête plate fraisée 35 × 4 | — | 4 |
| 161 | Vis à bois cuivre tête plate fraisée 50 × 5 | — | 2 |
| 162 | Vis à bois en laiton tête plate 3 m/m × 25 m/m | — | 8 |
| 163 | Vis à bois en laiton tête plate 4 m/m × 30 m/m | — | 10,5 |
| 164 | Vis à bois en laiton tête plate 6 m/m × 45 m/m | — | 10,5 |
| 165 | Vis à bois en fer galvanisé, tête plate de 5 m/m × 40 m/m | — | 40 |
| 166 | Vis à bois en fer galvanisé, tête plate de 6 m/m × 50 m/m | — | 40 |
| 167 | Vis en bois en fer tête ronde de 35 × 4 | — | 20 |
| 168 | Vis en bois en fer tête plate fraisée 25 × 4 | — | 50 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 169 | Vis en bois en fer tête plate fraisée 20×3,5 | le % | 50 |
| 170 | Vis en bois en fer tête plate fraisée 35×4 | — | 5 |
| 171 | Vis en bois en fer tête plate fraisée 50×5 | — | 5 |
| 172 | Vis en bois en fer tête plate fraisée 17×3 | — | 5 |
| 173 | Vis à métaux tête plate fraisée 15× 5 m/m | Nombre | 1000 |
| 174 | Vis à métaux tête plate fraisée 20× 5 m/m | — | 200 |
| 175 | Vis à métaux tête plate fraisée 30× 8 m/m | — | 200 |
| 176 | Vis à métaux tête plate fraisée 60× 7 m/m | — | 200 |
| 177 | Vis à métaux tête plate fraisée 50×10 m/m | — | 500 |
| 178 | Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 6×14 | le % | 3 |
| 179 | Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 8×19 | — | 3 |
| 180 | Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 10×19 | — | 2 |
| 181 | Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 12×19 | — | 3 |
| 182 | Vis à métaux en laiton, tête fraisée pas S. I. 10×25 | — | 8 |
| 183 | Vis à métaux en laiton, tête fraisée pas S. I. 11×20 | — | 8 |
| 184 | Vis à métaux en laiton, tête fraisée pas S. I. 12×25 | — | 12 |
| 185 | Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 6×14 | — | 15 |
| 186 | Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 8×14 | — | 5 |
| 187 | Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 8×25 | — | 5 |
| 188 | Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 10×19 | — | 3 |
| 189 | Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 12×19 | — | 2 |
| 190 | Vis à métaux en acier tête ronde pas S. I. 6×14 | — | 10 |
| 191 | Vis à métaux en acier tête ronde pas S. I. 8×14 | — | 5 |
| 192 | Vis à bois tête plate en acier 4×20 | — | 10 |
| 193 | Vis à bois tête plate en acier 8×50 | — | 2 |
| 194 | Vis à bois tête carrée en acier 9×60 | — | 1 |
| 195 | Rivets pour morillons système quignon | Kgr. | 50 |
| 196 | Rondelles grower acier trempé fil carré pour boulons de 6 m/m | le % | 2 |
| 197 | Rondelles grower acier trempé fil carré pour boulons de 8 m/m | — | 2 |
| 198 | Rondelles grower acier trempé fil carré pour boulons de 10 m/m | — | 2 |
| 199 | Rondelles grower acier trempé fil carré pour boulons de 15 m/m | — | 2 |

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être de la spécification indiquée, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect, leur solidité et à leur emploi.

Les clauses et conditions techniques des fascicules n° 25, 103 et 106, du recueil des conditions particulières de la Marine française seront applicables respectivement à la fourniture de boulons, rondelles, goupilles, vis à bois, serrures, et tous accessoires, en fer et cuivre.

LOT N° 13

Outillage

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|--------|-----------|
| 1 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 6 m/m | Nombre | 3 |
| 2 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 7 m/m | — | 2 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 3 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 8 m/m | Nombre | 2 |
| 4 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 9 m/m | — | 2 |
| 5 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 10 m/m | — | 1 |
| 6 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 10,5 m/m | — | 2 |
| 7 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 11 m/m | — | 3 |
| 8 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 12 m/m | — | 3 |
| 9 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 11,5 m/m | — | 1 |
| 10 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 12,5 m/m | — | 1 |
| 11 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 13 m/m | — | 3 |
| 12 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 13,5 m/m | — | 1 |
| 13 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 14 m/m | — | 3 |
| 14 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 14,5 m/m | — | 1 |
| 15 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 15 m/m | — | 3 |
| 16 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 15,5 m/m | — | 1 |
| 17 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 16 m/m | — | 3 |
| 18 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 16,5 m/m | — | 1 |
| 19 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 17 m/m | — | 3 |
| 20 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 17,5 m/m | — | 2 |
| 21 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 18 m/m | — | 2 |
| 22 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 18,5 m/m | — | 1 |
| 23 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 19 m/m | — | 2 |
| 24 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 19,5 m/m | — | 1 |
| 25 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 20,5 m/m | — | 1 |
| 26 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 21 m/m | — | 2 |
| 27 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 21,5 m/m | — | 1 |
| 28 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 22,5 m/m | — | 1 |
| 29 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 23 m/m | — | 1 |
| 30 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 23,5 m/m | — | 1 |
| 31 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 24 m/m | — | 1 |
| 32 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 24,5 m/m | — | 1 |
| 33 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 27 m/m | — | 1 |
| 34 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 27,5 m/m | — | 1 |
| 35 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 29,5 m/m | — | 1 |
| 36 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 31 m/m | — | 1 |
| 37 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 31,5 m/m | — | 1 |
| 38 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 33,5 m/m | — | 1 |
| 39 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 34 m/m | — | 1 |
| 40 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 34,5 m/m | — | 1 |
| 41 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 36,5 m/m | — | 1 |
| 42 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 37 m/m | — | 1 |
| 43 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 37,5 m/m | — | 1 |
| 44 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 38 m/m | — | 1 |
| 45 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 39 m/m | — | 1 |
| 46 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 39,5 m/m | — | 1 |
| 47 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 41 m/m | — | 1 |
| 48 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 41,5 m/m | — | 1 |
| 49 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 42 m/m | — | 1 |
| 50 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 43 m/m | — | 1 |
| 51 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 44 m/m | — | 1 |
| 52 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 45 m/m | — | 1 |
| 53 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 46 m/m | — | 1 |
| 54 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 46,5 m/m | — | 1 |
| 55 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 47 m/m | — | 1 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 56 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 48 m/m | Nombre | 1 |
| 57 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 48,5 m/m | — | 1 |
| 58 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 49 m/m | — | 1 |
| 59 | Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 49,5 m/m | — | 1 |
| 60 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 3 m/m | — | 6 |
| 61 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 5 m/m | — | 12 |
| 62 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 7 m/m | — | 12 |
| 63 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 9 m/m | — | 12 |
| 64 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 11 m/m | — | 6 |
| 65 | Alésoirs à goupilles cône 2% gr. diamètre 12 m/m | — | 6 |
| 66 | Chariot roulant porte-palan pour ailes inférieures d'une poutrelle à 4 galets à engrenage et volant avec chaîne de manœuvre pour levée de 5 mètres — force 3.000 kilos — largeur de la poutrelle : 130 m/m | — | 1 |
| 67 | Cliquet à canon, longueur 0,45, emmanchement cône morse avec jeu de douille Nos 1, 2, 3 | — | 4 |
| 68 | Compte tours avec sonnerie, fonctionnant tous les 100 tours, No 339 du catalogue WALLACH | — | 1 |
| 69 | Clés en tubes d'acier droites série renforcée, dimension sur angle 6 × 8 | — | 4 |
| 70 | Clés en tubes d'acier droites série renforcée, dimension sur angle 8 × 10 | — | 4 |
| 71 | Clés en tubes d'acier droites série renforcée, dimension sur angle 10 × 12 | — | 4 |
| 72 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 12 × 14 | — | 4 |
| 73 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 16 × 18 | — | 4 |
| 74 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 18 × 20 | — | 4 |
| 75 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 20 × 22 | — | 4 |
| 76 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 22 × 24 | — | 4 |
| 77 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 24 × 26 | — | 4 |
| 78 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 26 × 28 | — | 4 |
| 79 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 28 × 30 | — | 4 |
| 80 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 30 × 32 | — | 4 |
| 81 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 32 × 34 | — | 4 |
| 82 | Clés en tubes d'acier droites, série renforcée, dimension sur angle 34 × 36 | — | 4 |
| 83 | Coude fer 90° pour tubes de 20 m/m deux bouts femelles filletés | — | 24 |
| 84 | Cône porte-mèches pour forêt, page 327 du catalogue GUILLET de 6 m/m | — | 1 |
| 85 | Cône porte-mèches pour forêt, page 327 du catalogue GUILLET de 8 m/m | — | 2 |
| 86 | Cône porte-mèches pour forêt, page 327 du catalogue GUILLET de 12 m/m | — | 2 |
| 87 | Cône porte-mèches pour forêt, page 327 du catalogue GUILLET de 15 m/m | — | 2 |
| 88 | Clés pour fer plat à moulure de 6 m/m machine à bois toupie de 50 m/m (catalogue GUILLET) | — | 1 |
| 89 | Compas d'épaisseur de précision | — | 1 |
| 90 | Compas d'intérieur de précision | — | 1 |
| 91 | Compas à pointe de précision | — | 1 |
| 92 | Dudgeons à main à galets inclinet sur l'axe pour madrinage de tubes dépassant de 12 m/m dans plaques tubulaires de 20 m/m d'épaisseur percées de trous cylindriques expansion de 34 à 39 m/m | — | 1 |
| 93 | Dudgeons à main à galets inclinet sur l'axe pour madrinage de tubes dépassant de 12 m/m dans plaques tubulaires de 20 m/m d'épaisseur percées de trous cylindriques expansion de 38 à 45 m/m | — | 1 |
| 94 | Etau parallèle d'établi fixe, largeur des machoirs 130 m/m poids 26 kgr. | — | 1 |
| 95 | Entonnoir ovale fer blanc à tamis laiton, bordé de fil de fer, bord plat longueur 250 m/m largeur 125 m/m hauteur 240 m/m diamètre du goulot 30 m/m | — | 1 |
| 96 | Equerre à chapeau d'ajusteur | — | 1 |
| 97 | Enclumes de forge acier forgé (table polie) de 100 kgr. | — | 1 |

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|---|--------|-----------|
| 98 | Bouchons males à tête carrée pour tubes de 20 ^{m/m} | Nombre | 10 |
| 99 | Fraises hélicoïdales à deux dents en acier rapide queue cylindrique diamètre 4 ^{m/m} | — | 10 |
| 100 | Fraises hélicoïdales à deux dents en acier rapide queue cylindrique diamètre 5 ^{m/m} | — | 10 |
| 101 | Fraises hélicoïdales à deux dents en acier rapide queue cylindrique diamètre 6 ^{m/m} | — | 12 |
| 102 | Fraises coniques à deux tailles en acier rapide, à trous filetés diamètre 25 angle 45° | — | 12 |
| 103 | Fraises coniques à deux tailles en acier rapide, à trous filetés diamètre 35 angle 60° | — | 6 |
| 104 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 12 ^{m/m} | — | 10 |
| 105 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 13 ^{m/m} | — | 10 |
| 106 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 14 ^{m/m} | — | 8 |
| 107 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 15 ^{m/m} | — | 6 |
| 108 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 16 ^{m/m} | — | 6 |
| 109 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 17 ^{m/m} | — | 3 |
| 110 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 18 ^{m/m} | — | 4 |
| 111 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 19 ^{m/m} | — | 3 |
| 112 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 31 ^{m/m} | — | 3 |
| 113 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 33 ^{m/m} | — | 3 |
| 114 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 34 ^{m/m} | — | 2 |
| 115 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 36 ^{m/m} | — | 2 |
| 116 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 37 ^{m/m} | — | 2 |
| 117 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 38 ^{m/m} | — | 2 |
| 118 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 39 ^{m/m} | — | 2 |
| 119 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 40 ^{m/m} | — | 2 |
| 120 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 41 ^{m/m} | — | 1 |
| 121 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 42 ^{m/m} | — | 1 |
| 122 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 43 ^{m/m} | — | 1 |
| 123 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 44 ^{m/m} | — | 1 |
| 124 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 45 ^{m/m} | — | 1 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|-----------|-----------|
| 125 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 48 m/m | Nombre | 1 |
| 126 | Forêts hélicoïdaux à queue conique tournant à droite en acier fondu diamètre 50 m/m | — | 1 |
| 127 | Appareil de réglage pour lame de dégauchisseuses L. B. A. GUILLET . . | — | 1 |
| 128 | Forêts à centrer en acier fondu diamètre 6 m/m | — | 12 |
| 129 | Garniture métallique pour serrure joints permettant de monter soi-même les serre-joints avec des lignes interchangeables, diamètre vis fer 24 m/m longueur de la vis sous la tête 280 m/m, armature du colier intérieur long. 100 m/m largeur 40 m/m | Garniture | 6 |
| 130 | Mèches américaines droites de 3, 4, 4 1/2, 5, 5 1/2, 6, 6 1/2, 7, 7 1/2, 8, 8 1/2, 9, 9 1/2, et 10 m/m | Nombre | 14 |
| 131 | Mèches à métaux acier rapide à queue cylindrique à droite de 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, et 14 m/m | — | 72 |
| 132 | Jauge pour filetage au pas métrique pour mesurer les filets extérieurs et intérieurs de 0, m/m 5 | — | 1 |
| 133 | Jauge d'épaisseur Lamelles de 90 × 10 m/m | — | 1 |
| 134 | Jauge d'épaisseur au 1/100 ^e m/m | — | 2 |
| 135 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 170 m/m diamètre 8 m/m | — | 12 |
| 136 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 180 m/m diamètre 10 m/m | — | 12 |
| 137 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 190 m/m diamètre 12 m/m | — | 12 |
| 138 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 200 m/m diamètre 14 m/m | — | 12 |
| 139 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 230 m/m diamètre 16 m/m | — | 12 |
| 140 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 240 m/m diamètre 18 m/m | — | 12 |
| 141 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 250 m/m diamètre 20 m/m | — | 12 |
| 142 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 260 m/m diamètre 22 m/m | — | 36 |
| 143 | Mèches MEKANO à cliquet acier rapide pour cliquet emmanchement cône morse long. 285 m/m diamètre 24 m/m | — | 12 |
| 144 | Marteaux à piquer la rouille tranchant des deux côtés poids 600 grammes. | — | 90 |
| 145 | Mètres en cuivre | — | 5 |
| 146 | Mèches à gauche à mortaiser hélicoïdales pour machine à bois (N ^o 25 1/2, page 190 du catalogue WALLACH diamètre 6 m/m | — | 6 |
| 147 | Mèches à gauche à mortaiser hélicoïdales pour machine à bois (N ^o 25 1/2, page 190 du catalogue WALLACH diamètre 8 m/m | — | 6 |
| 148 | Mèches à gauche à mortaiser hélicoïdales pour machine à bois (N ^o 25 1/2, page 190 du catalogue WALLACH diamètre 12 m/m | — | 6 |
| 149 | Mèches à gauche à mortaiser hélicoïdales pour machine à bois (N ^o 25 1/2, page 190 du catalogue WALLACH diamètre 15 m/m | — | 6 |
| 150 | Mèches à gauche à mortaiser hélicoïdales pour machine à bois (N ^o 25 1/2, page 190 du catalogue WALLACH diamètre 20 m/m | — | 2 |
| 151 | Meule boisseau de rechange pour affûteuse N ^o 700 | — | 2 |
| 152 | Manchons galvanisés de réduction pour tuyaux deux bouts femelle filetés pour raccorder des tuyaux de 60 m/m avec des tuyaux de 20 m/m . . | — | 10 |
| 153 | Manchons galvanisés de réduction pour tuyaux deux bouts femelle filetés pour raccorder et des tuyaux de 40 m/m avec des tuyaux de 20 m/m . | — | 10 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|----------|-----------|
| 154 | Mandrin à combinaison à trois mors, indépendants et réversibles diamètre 300 m/m | Nombre | 1 |
| 155 | Lames de scie à métaux à main STAR, long. de trou à trou 300 m/m 7 dents au centimètre | Douzaine | 6 |
| 156 | Lames de scie à métaux à main STAR, long. de trou à trou 300 m/m 9 1/2 dents au centimètre | — | 6 |
| 157 | Lames de scie à machine extra forte STAR, long. de trou à trou 400 m/m 4 dents au centimètre | — | 10 |
| 158 | Lames de scie à métaux GRIFFIN long. 0,30 | Nombre | 260 |
| 159 | Lames de scie à métaux GRIFFIN long. 0,45 entre axe des trous épaisseur 1 m/m 6 | — | 60 |
| 160 | Limes batardes de 350 m/m carrées | Douzaine | 2 |
| 161 | Limes batardes de 350 m/m plates | — | 2 |
| 162 | Limes batardes de 350 m/m triangulaires | — | 1 |
| 163 | Limes batardes de 350 m/m rondes | — | 1 |
| 164 | Limes 1/2 douces 350 m/m demi-rondes | — | 2 |
| 165 | Limes douces de 300 m/m plates | — | 2 |
| 166 | Limes douces de 300 m/m carrées | — | 1 |
| 167 | Limes douces de 300 m/m rondes | — | 1 |
| 168 | Limes douces de 300 m/m triangulaires | — | 1 |
| 169 | Limes douces de 300 m/m demi-rondes | — | 1 |
| 170 | Limes demi-douces de 275 m/m triangulaires | — | 2 |
| 171 | Limes demi-douces de 225 m/m rondes | — | 1 |
| 172 | Limes demi-douces de 225 m/m triangulaires | — | 1 |
| 173 | Limes demi-douces de 150 m/m rondes | — | 1 |
| 174 | Limes demi-douces de 150 m/m triangulaires | — | 1 |
| 175 | Limes demi-douces de 150 m/m plates | — | 1 |
| 176 | Limes demi-douces de 150 m/m carrées | — | 1 |
| 177 | Limes plates à main batardes long. 200 m/m | Nombre | 12 |
| 178 | Limes plates à main mi-douces long. 175 m/m | — | 12 |
| 179 | Limes plates à main mi-douces long. 200 m/m | — | 12 |
| 180 | Limes plates à main douces long. 125 m/m | — | 12 |
| 181 | Limes plates à main douces long. 150 m/m | — | 12 |
| 182 | Limes demi-rondes mi-douces de 175 m/m | — | 12 |
| 183 | Limes demi-rondes mi-douces de 250 m/m | — | 12 |
| 184 | Limes demi-rondes douces de 150 m/m | — | 12 |
| 185 | Limes demi-rondes douces de 200 m/m | — | 12 |
| 186 | Limes rondes demi-douces de 200 m/m | — | 12 |
| 187 | Limes rondes demi-douces de 250 m/m | — | 12 |
| 188 | Limes plates pointues batardes de 375 m/m | — | 6 |
| 189 | Limes plates pointues mi-douces de 300 m/m | — | 6 |
| 190 | Limes triangulaires batardes de 200 m/m | — | 12 |
| 191 | Limes triangulaires mi-douces de 250 m/m | — | 12 |
| 192 | Limes triangulaires mi-douces de 200 m/m | — | 12 |
| 193 | Petites limes plates pointues très minces pour tailler les pannetons des clés long. 150 m/m | — | 12 |
| 194 | Petites limes plates pointues très minces pour tailler les pannetons des clés long. 200 m/m | — | 12 |
| 195 | Limes assorties (douces batardes queue de rat) | — | 30 |
| 196 | Lampe à souder à essence cuivre poli diamètre à la sortie de la flamme 20 m/m | — | 1 |
| 197 | Jeu de 5 clés coudées renforcées (12, 16, 20, 24, et 28) N° 468 catalogue WALLACH FRÈRES | Jeu | 4 |

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|---|--------|-----------|
| 198 | Jeu de 9 chiffres et alphabets acier-trempé pour marquer les métaux h. 5 m/m jeu de chiffres | Jeu | 1 |
| 199 | Jeu de 9 chiffres et alphabets acier-trempé pour marquer les métaux h. 5 m/m jeu alphabets | — | 1 |
| 200 | Outil à rainure N° 922 du catalogue GUILLET | Nombre | 2 |
| 201 | Outil à rainure N° 931 du catalogue GUILLET | — | 1 |
| 202 | Outil à rainure N° 940 du catalogue GUILLET | — | 1 |
| 203 | Pointes tournantes réglable pour tour système Janot cône morse N° 3 | — | 1 |
| 204 | Palans à vis accouplés avec chariot force 2.000 kg. équipé pour hauteur de 3m. pour poutrelles en I de 125 m/m de largeur | — | 2 |
| 205 | Pieds à coulisse ROCH au 1/50 ^e à bec d'intérieur monté avec vis de rap- pel long. de règle 300 m/m, long. des becs 80 m/m (2 divisions mé- triques) | — | 1 |
| 206 | Micromètre acier à rocher H. MORIN au 1/100 ^e de m/m ouverture 100 à 125 m/m | — | 1 |
| 207 | Micromètre acier à rocher H. MORIN au 1/100 ^e de m/m ouverture 125 à 150 m/m | — | 1 |
| 208 | Poinçonneuse cisaille N° 14 ordinaire fig. 2.118 du catalogue WALLACH FRÈRES | — | 1 |
| 209 | Pots à colle bain marie en tôle étamée pour travaux de menuiserie diamètre 0,12 hauteur 0,28 | — | 2 |
| 210 | Bidons tôle étamée pour huile à douille avec bouchons cuivre fileté, avec bec versant contenance 10 litres | — | 2 |
| 211 | Tarrières torsos à douille acier trempé long. totale 0,40 de 18 de diam. | — | 20 |
| 212 | Tarrières torsos à douille acier trempé long. totale 0,40 de 20 de diam. | — | 20 |
| 213 | Tarrières torsos à douille acier trempé long. totale 0,40 de 22 de diam. | — | 20 |
| 214 | Robinet cuivre fermeture hermétique pour transvasement liquide gras long: 0,22 poids 86 grammes, débit 1.000 litres à l'heure | — | 2 |
| 215 | Ressort de lames mince de dégauchisseuse L. B. A. GUILLET | — | 4 |
| 216 | Seringues à huile pour automobile corps laiton poli garniture et anneaux cuivre fondu 3 becs | — | 1 |
| 217 | Tas en fonte pour forgeron à trous et encoches pour matricer toutes pièces long. 0,40 larg. 0,40 épais 0,12 poids 85 kg. | — | 1 |
| 218 | Pincés coupantes devant machoires droites trempées long. 0,16 c/m. | — | 2 |
| 219 | Tiers points pour affûteuse I. S. G. GUILLET | — | 20 |
| 220 | Tournevis manche bois vernis lames acier poli de 0,25 de long. sur 6 m/m de large | — | 4 |
| 221 | Tarauds à main pas S. I. de 8×125 | Jeu | 2 |
| 222 | Tarauds à main pas S. I. de 9×125 | — | 2 |
| 223 | Tarauds à main pas S. I. de 11×150 | — | 2 |
| 224 | Tarauds à main pas S. I. de 13×175 | — | 2 |
| 225 | Tarauds à main pas S. I. de 14×200 | — | 1 |
| 226 | Tarauds à main pas S. I. de 32×350 | — | 1 |
| 227 | Tarauds à main pas S. I. de 34×350 | — | 1 |
| 228 | Trousse MORIN pour essai de dureté des métaux avec série de talons de rechange acier | Nombre | 1 |
| 229 | Vis fer pour presse d'établi double filet carré, long. 0,42 diam. 0,30 boîte fonte | — | 6 |
| 230 | Agraphes « CLIPPER » en boîte de 25 cartes de 37 agraphes et 14 baguettes de fil N° 3 | Boîte | 8 |
| 231 | Agraphes « CLIPPER » en boîte de 25 cartes de 37 agraphes et 14 baguettes de fil N° 4 | — | 1 |
| 232 | Agraphes « CLIPPER » en boîte de 25 cartes de 37 agraphes et 14 baguettes de fil N° 2 | — | 1 |

Conditions et spécifications techniques

La fourniture devra être conforme à la spécification indiquée et tous les articles visés par les différents catalogues devront être identiques aux marques ou numéros des figures désignées et de dimensions correspondantes.

Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de toute première qualité exemptes de tout défaut préjudiciable à leur emploi, à leur solidité ou à leur aspect.

Leur mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art. Les forêts, mèches à métaux et tarauds seront en acier rapide, et devront porter la marque de fabrique de l'un des Etablissements désignés ci-après à l'exception de toutes autres marques.

- 1°) Fabrique Parisienne de mèches à la Courneuve.
- 2°) Compagnie Européenne des Métaux 53, rue Condorcet, Paris.
- 3°) Atelier BARIQUAND et MARRE, 127, rue Oberkampf, Paris (2).
- 4°) Etablissements P. HURE, Paris.
- 5°) Etablissements WALLACH FRÈRES, 105, rue de Tocqueville, Paris.

Les micromètres (art. 206 et 207) seront livrés avec leur jauge respective.

Les pièces sujettes à l'oxydation devront être soigneusement protégées de l'action de l'humidité marine.

LOT N° 14

Métaux

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|--|--------|-----------|
| 1 | Acier doux de 25 m/m de diamètre barre de 5 mètres | Kgr. | 100 |
| 2 | Acier doux de 30 m/m de diamètre barre de 5 mètres | — | 1.375 |
| 3 | Acier fondu carré de 20 × 20 m/m | — | 8 |
| 4 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 22 m/m acier B | Barre | 10 |
| 5 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 25 m/m acier B | — | 12 |
| 6 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 30 m/m acier D | — | 15 |
| 7 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 35 m/m acier B | — | 10 |
| 8 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 45 m/m acier B | — | 5 |
| 9 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 50 m/m acier D | — | 2 |
| 10 | Barres d'acier rond long. 5m. diam. 60 m/m acier D | — | 2 |
| 11 | Barres d'acier rond long. 4m. diam. 87 m/m acier E | — | 4 |
| 12 | Tôle acier doux 2m. × 1,30 épais 8 m/m | Nombre | 8 |
| 13 | Tôle acier doux 2m. × 1,00 épais 10 m/m | — | 4 |
| 14 | Tôle acier doux 2m. × 1,00 épais 12 m/m | — | 2 |
| 15 | Tôle acier doux 2m. × 1,00 épais 14 m/m | — | 2 |
| 16 | Tôle acier doux 2m. × 1,00 épais 3 m/m | — | 5 |
| 17 | Tôle acier doux 2m. × 1,00 épais 6 m/m | — | 10 |
| 18 | Tôle galvanisée pour chaloupe épaisseur 4 m/m long. 2 mètres larg. 1m. | Kgr. | 620 |
| 19 | Plaques tôle fer de 1m. × 1m. × 0,2 m/m | — | 320 |
| 20 | Plaques tôle fer de 1m. × 1m. × 0,3 m/m | — | 480 |
| 21 | Plaques tôle fer de 1m. × 1m. × 0,4 m/m | — | 320 |
| 22 | Plaques tôle fer de 1m. × 1m. × 0,5 m/m | — | 400 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 23 | Plaques tôle fer de 1m. × 1m. × 0,6 m/m | Kgr. | 480 |
| 24 | Brasure d'argent | — | 2 |
| 25 | Soudure d'étain | — | 40 |
| 26 | Fer U de 200 × 75 × 8,5 long. 4m,50 | Nombre | 10 |
| 27 | Fer U de 220 × 80 × 9 long. 7m. | — | 10 |
| 28 | Fer U de 100 × 50 × 6 long. 3m. | — | 40 |
| 29 | Fer U de 120 × 55 × 7 long. 7m. | — | 5 |
| 30 | Fer U de 120 × 55 × 7 long. 5m,50 | — | 5 |
| 31 | Fer U de 80 × 45 × 6 long. 5m. | — | 5 |
| 32 | Fer U de 60 × 30 × 6 long. 5m. | — | 10 |
| 33 | Fer U large 80 m/m × 45 | Kgr. | 414 |
| 34 | Fer cornière galvanisé à branches égales de 70 × 70 | — | 150 |
| 35 | Fer cornière de 75 × 50 × 7 long. 6m,50 | Nombre | 13 |
| 36 | Fer cornière de 120 × 120 × 12 long. 5m. | — | 2 |
| 37 | Fer cornière de 100 × 50 × 10 long. 5m,50 | — | 4 |
| 38 | Fer cornière de 60 × 60 × 6 long. 6m. | — | 3 |
| 39 | Fer cornière de 150 × 100 × 14 long. 4m. | — | 1 |
| 40 | Fer cornière de 90 × 90 × 9 long. 6m. | — | 5 |
| 41 | Fer cornière de 70 × 70 × 7 long. 5m. | — | 1 |
| 42 | Fer cornière de 55 × 35 × 6 long. 5m. | — | 15 |
| 43 | Fer cornière de 70 × 50 × 6 long. 6m,50 | — | 40 |
| 44 | Fer cornière de 60 × 40 × 6 long. 4m. | — | 20 |
| 45 | Fer cornière de 80 × 50 × 8 long. 4m. | — | 1 |
| 46 | Fer cornière de 50 × 50 × 6 long. 5m. | — | 5 |
| 47 | Fer cornière de 40 × 40 × 4 long. 5m. | — | 6 |
| 48 | Fer cornière de 75 × 50 × 8 long. 5m. | — | 2 |
| 49 | Fer T. de 80 × 50 × 7 longueur 5m,50 | — | 20 |
| 50 | Fer T. de 80 × 80 × 9 longueur 6m. | — | 25 |
| 51 | Fer plat de 40 × 12 long. 5m. | — | 20 |
| 52 | Fer plat de 40 × 4 long. 6m. | — | 40 |
| 53 | Fer plat de 45 × 12 long. 4m. | — | 4 |
| 54 | Fer plat de 50 × 8 long. 4m. | — | 6 |
| 55 | Fer plat de 60 × 4 long. 6m. | — | 20 |
| 56 | Fer plat de 80 × 4 long. 4m. | — | 20 |
| 57 | Fer plat de 80 × 8 long. 5m. | — | 10 |
| 58 | Fer plat de 90 × 8 long. 5m. | — | 7 |
| 59 | Fer plat de 12 × 8 long. 4m. | — | 1 |
| 60 | Fer plat de 200 × 7 long. 3m. | — | 10 |
| 61 | Fer plat de 150 × 7 long. 3m. | — | 4 |
| 62 | Fer plat de 125 × 12 long. 3m,50 | — | 4 |
| 63 | Fer plat de 60 × 14 long. 6m. | — | 40 |
| 64 | Fer plat de 40 × 8 long. 6m. | — | 10 |
| 65 | Tubes en acier, sans soudure pour vap. diamètre extérieur 105 m/m épaisseur 7 m/m long. 300 m/m | — | 5 |
| 66 | Tubes en acier, sans soudure pour vap. diamètre extérieur 115 m/m épaisseur 6 m/m long. 500 m/m | — | 6 |
| 67 | Métaux d'apport pour soudure autogène fer de Suède diamètre 6 m/m en baguettes de 1m. | Kgr. | 25 |
| 68 | Fonte extra douce en baguettes de 40 à 50 c/m. diam. 4 m/m | — | 20 |
| 69 | Fonte extra douce en baguettes de 40 à 50 c/m. diam. 8 m/m | — | 20 |
| 70 | Fil de laiton en baguettes de 1m. env. diam. 3 m/m | — | 10 |
| 71 | Fil de laiton en baguettes de 1m. env. diam. 5 m/m | — | 15 |
| 72 | Fonte hématite en gueuses | — | 3.500 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|---------|-----------|
| 73 | Antifriction composition A. E. L. | Kgr. | 400 |
| 74 | Fil d'acier dit corde à piano en roul. de 30m. environ diam. 2 m/m | Rouleau | 5 |
| 75 | Fil d'acier dit corde à piano en roul. de 30m. environ diam. 3 m/m | — | 8 |
| 76 | Fil d'acier dit corde à piano en roul. de 30m. environ diam. 4 m/m | — | 1 |
| 77 | Fil d'acier dit corde à piano en roul. de 30m. environ diam. 5 m/m | — | 1 |
| 78 | Fil d'acier dit corde à piano en roul. de 30m. environ diam. 6 m/m | — | 1 |
| 79 | Fil de cuivre de 5/10 ^e m/m | Kgr. | 10 |
| 80 | Etain BANKA en lingots | — | 400 |
| 81 | Antimoine en lingots | — | 150 |
| 82 | Phosphure de cuivre | — | 20 |
| 83 | Masselotte en fonte grise douce pour segment de piston long. 400 m/m diam. ext. 500 m/m diam. int. 435 m/m | Nombre | 2 |
| 84 | Masselotte en fonte grise douce pour segment de piston long. 400 m/m diam. ext. 220 m/m diam. int. 175 m/m | — | 3 |
| 85 | Masselotte en fonte grise douce pour segment de piston long. 400 m/m diam. ext. 330 m/m diam. int. 265 m/m | — | 2 |
| 86 | Tubes cuivre rouge de 6 × 3 long. 6m. | Barre | 1 |
| 87 | Tubes cuivre rouge de 10 × 6 long. 6m. | — | 1 |
| 88 | Tubes cuivre rouge de 13 × 8 long. 6m. | — | 1 |
| 89 | Tubes cuivre rouge de 23 × 18 long. 6m. | — | 1 |
| 90 | Acier rainé à ressort de 75 m/m × 11 m/m en barre de 5m. 50 env. | Nombre | 5 |

Conditions et spécifications techniques

La fourniture de ces articles devra répondre aux conditions des cahiers des charges et spécifications techniques unifiés des Grands Réseaux de Chemins de fer français

Les masselottes pour segment de piston seront en fonte de première qualité, grise, tenace, douce à travailler au burin et à la lime et présentant à la cassure un grain fin et homogène. Elles devront pouvoir prendre facilement sous l'outil un poli sans piqures. Elles seront exemptes de soufflures gouttes froides ou autres défauts pouvant nuire à leur emploi.

LOT N° 15

Pièces de rechange pour chaloupe de wharf

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|-------------------------------------|--------|-----------|
| 1 | Montures de niveau | Jeu | 2 |
| 2 | Robinet de souffleur | Nombre | 3 |
| 3 | Robinet de sifflet | — | 3 |
| 4 | Robinet de manomètre | — | 3 |
| 5 | Robinet de purge de niveau | — | 3 |
| 6 | Vanne de prise de vapeur injecteur | — | 1 |
| 7 | Vanne de prise d'extraction de fond | — | 1 |
| 8 | Autoclave prise 110 × 75 m/m | — | 1 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|--------|-----------|
| 9 | Autoclave prise 140 × 90 ^{m/m} | Nombre | 1 |
| 10 | Autoclave prise 325 × 225 ^{m/m} | — | 1 |
| 11 | Barreau de grille | Jeu | 2 |
| 12 | Injecteur | Nombre | 1 |
| 13 | Robinet sur tuyau caisse à eau | — | 1 |
| 14 | Secteur avec coulisseau H.P. | — | 2 |
| 15 | Secteur avec coulisseau B.P. | — | 2 |
| 16 | Bielle de commande pompe aliment. | — | 2 |
| 17 | Presse étoupe de tige de piston | — | 4 |
| 18 | Presse étoupe de tige de tiroir | — | 4 |
| 19 | Patins de glissières | Jeu | 2 |
| 20 | Masselotte pour segment H.P. | Nombre | 2 |
| 21 | Masselotte pour segment B.P. | — | 2 |
| 22 | Plateau de cylindre B.P. | — | 1 |
| 23 | Robinet de graissage de tiroir | — | 2 |
| 24 | Robinet de purge de cylindre | — | 4 |
| 25 | Robinet de tiroir | — | 4 |
| 26 | Arbre porte hélice | — | 1 |
| 27 | Manchons d'accouplement | — | 1 |
| 28 | Boulons pour excentriques diam. 10 ^{m/m} | — | 16 |
| 29 | Boulons de fixation de coussinet tige de piston diam. 16 ^{m/m} | — | 12 |
| 30 | Boulons coussinet tête de bielle diam. 16 ^{m/m} | — | 12 |

Conditions et spécifications techniques

Ces pièces seront de provenance des Etablissements CLAPAREDE, Quai de la Seine à Argenteuil.

Elles devront être de la meilleure qualité et pouvant s'adapter sans retouches appréciables à la partie de la chaloupe pour laquelle elles sont destinées.

LOT N° 16

Pièces de rechange pour Grues du Wharf

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|--|--------|-----------|
| 1 | Robinet de vidange | Nombre | 4 |
| 2 | Prise de vapeur de grues de 3 Tonnes. | — | 2 |
| 3 | Prise de vapeur de grues de 10 Tonnes. | — | 1 |
| 4 | Porte autoclave 146 × 106 | — | 8 |
| 5 | Porte autoclave de 10 Tonnes 385 × 285 | — | 2 |
| 6 | Porte autoclave de 3 Tonnes 280 × 380 | — | 2 |
| 7 | Robinet de jauge | — | 12 |
| 8 | Robinet de purge de niveau | — | 6 |

| N ^{os} D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|----------------------------|---|----------|-----------|
| 9 | Robinet de manomètre | Nombre | 6 |
| 10 | Robinet de prise de vapeur pour manomètre | — | 6 |
| 11 | Robinet de prise de vapeur pour injecteur | — | 6 |
| 12 | Porte niveau complet | Jeu | 3 |
| 13 | Ressort de soupape de sûreté | Nombre | 6 |
| 14 | Siège de soupape avec soupape | — | 6 |
| 15 | Tubes field avec tuyau intérieur pavillon chaudière 3 Tonnes | Jeu | 2 |
| 16 | Barreaux de grille chaudière 10 Tonnes | — | 1 |
| 17 | Barreaux de grille chaudière 3 Tonnes | — | 3 |
| 18 | Manomètre avec robinet | Nombre | 3 |
| 19 | Tube niveau d'eau avec bagues caoutchouc | — | 24 |
| 20 | Injecteur <i>restarting</i> avec support | — | 2 |
| 21 | Boîte à clapet de refoulement (injecteur) | — | 2 |
| 22 | Boîte à clapet de refoulement (pompe alimentaire) | — | 2 |
| 23 | Tubes verre pour niveau, diamètre 16 ^{m/m} , longueur 200, lar- geur 16 ^{m/m} sur 100 ^{m/m} | Douzaine | 2 |
| 24 | Robinet de purge de cylindre | Nombre | 24 |
| 25 | Pistons avec tige | — | 2 |
| 26 | Bielle motrice complète | — | 2 |
| 27 | Collier d'excentrique avec tige | — | 2 |
| 28 | Plateau de tiroir | — | 1 |
| 29 | Tiroir | — | 3 |
| 30 | Tiroir de régulateur | — | 2 |
| 31 | Presse étoupe de piston | — | 12 |
| 32 | Presse étoupe de tiroir | — | 12 |
| 33 | Masselotte pour segment de piston | — | 4 |
| 34 | Pompe alimentaire | — | 1 |
| 35 | Ressort de segments d'embrayage | — | 12 |
| 36 | Pignon de commande fixé sur l'arbre manivelle 30 dents | — | 1 |
| 37 | Pignon fixé sur l'arbre d'orientation 60 dents | — | 1 |
| 38 | Pignon conique d'orientation 18 dents | — | 8 |
| 39 | Pignon d'angle commande d'orientation 19 dents | — | 2 |
| 40 | Pignon de commande pour tambour 3 T. 20 dents | — | 1 |
| 41 | Cône double commande d'orientation | — | 2 |
| 42 | Segments d'embrayage | Jeu | 2 |
| 43 | Coins commande d'embrayage de segment | Nombre | 4 |
| 44 | Galets d'embrayage avec axe | — | 6 |
| 45 | Boîte d'embrayage complète | — | 1 |
| 46 | Arbre d'orientation avec tige commande du cône double 10 T. | — | 1 |
| 47 | Arbre d'orientation avec tige commande du cône double 3 T. | — | 1 |
| 48 | Lame de frein avec ferodo et attache 10 T. | — | 1 |
| 49 | Lame de frein avec ferodo et attache 3 T. | — | 1 |
| 50 | Vis et écrous à quatre filets commande d'embrayage | — | 6 |
| 51 | Vis et écrous à quatre filets commande du cône double orientation | — | 6 |
| 52 | Poulie de câble | — | 3 |
| 53 | Tôle d'acier striée grue de 10 T. 1 m. 835 × 1 m. 865 × 6 ^{m/m} | — | 6 |
| 54 | Tôle d'acier striée grue de 3 T. 3 m. 120 × 1 m. 330 × 6 ^{m/m} | — | 10 |

Conditions et spécifications techniques

Les pièces faisant l'objet de ce lot seront identiques aux pièces correspondantes des grues de 10 Tonnes et de 3 Tonnes qui ont été fournies au Territoire du Togo par les Etablissements

DAYED à Paris en exécution du marché N° 3.467 du 24 décembre 1924 modifié par actes additionnels N° 401 du 19 février 1925, N° 1.142 du 4 mai 1925 et 1.327 du 29 mai 1926.

Les matières premières de provenance française seront de la meilleure qualité. Les pièces exécutées avec soin suivant les meilleures règles de l'art devront pouvoir s'ajuster sans retouches sur les grues susvisées.

Ces pièces répondront aux spécifications et conditions techniques, montage, épreuves, emballage du marché 3.467 susvisé, pour tout ce qui concerne dans le dit marché les pièces correspondantes à la présente fourniture.

Les pièces seront soigneusement graissées avant emballage, ou recouvertes suivant le cas d'une couche de goudron.

Le soumissionnaire est tenu de fournir les dessins en deux exemplaires pliés au format 0,21 x 0,31.

LOT N° 17

Machine outil

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|--|--------|-----------|
| 1 | Machine à percer verticale à commande par transmission | Nombre | 1 |
| 2 | Broyeur à meules pour sable de fonderie | — | 1 |

Conditions et spécification techniques

1°) MACHINE A PERCER. — Capacité de perçage : 40 ^m/_m commande par cône équilibré à quatre gradins avec barnais doublant le nombre des vitesses.

Socle et colonne de forte proportion.

Socle pourvu de rainures à T.

Table circulaire réglable en hauteur et tournante autour de son axe.

Broche en acier extra-dur, rectifiée, parfaitement guidée et équilibrée, avec poussée axiale sur butée à billes.

Descente automatique de la broche avec débrayage automatique.

Descente à la main par volant et vis sans fin, ou en sensitive par levier.

2°) BROYEUR A MEULES POUR SABLE DE FONDERIE. — Diamètre de la cuve : 1,50 bati en fonte, cuve en fonte munie d'un faux-fond facile à remplacer.

Dispositif de vidange de sable

Transmission par poulie fixe et folle, commande par pignon conique et couronne dentée; mouvement sur butée et roulement à billes protégés contre les poussières.

Dispositif de broyage constitué par une meule pleine et une meule cannelée, ces meules seront mobiles autour d'un axe qui pourra lui même se déplacer verticalement lorsque l'épaisseur de la couche de sable variera. Une série de raclettes convenablement disposées serviront à diriger constamment le sable sous les meules.

Le Fournisseur devra adresser avec ces machines un exemplaire : de chacun des dessins d'exécution (ensemble et détails).

LOT N° 18

Combustibles

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|----------------------------|--------|-----------|
| 1 | Coke de fonderie | Tonne | 10 |

Conditions et spécifications techniques

Le Coke de fonderie devra provenir de houilles grasses à courtes flammes dites houille à coke et par suite être très dense et très aggloméré.

LOT N° 19

Petit matériel de gare

| N° D'ORDRE | DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS | QUANTITÉS |
|---------------|--|--------|-----------|
| 1 | Cornet de conducteur | Nombre | 20 |
| 2 | Pétards à griffe utilisé par Agents de trains. | — | 100 |
| 3 | Plomb à plomber rapide 0 — fil perlé 0 m. 08 | le % | 50 |
| 4 | Plomb à plomber rapide 14 ^{m/m} | — | 20 |
| 5 | Sifflets de chef de station à roulettes | Nombre | 20 |
| 6 | Sifflets de conducteur ordinaires | — | 30 |
| 7 | Boîtes à pétard, cuir | — | 5 |
| 8 | Emporte pièces forme triangulaire | — | 16 |
| 9 | Emporte pièces forme rectangulaire | — | 16 |
| 10 | Emporte pièces forme circulaire | — | 16 |
| 11 | Griffes en cuivre « BAGAGES » | — | 16 |
| 12 | Griffes en cuivre au nom des gares : MESSAPLAKA ANIÉ (grand modèle) | — | 2 |
| 13 | Griffes en cuivre au numéro des gares, forme ronde diamètre 0,02 du N° 25 à 40 inclus | — | 16 |
| 14 | Pince à plomber, (grand modèle) pour wagon marquée sur une face, chemin de fer du Togo, l'autre face au numéro des gares de 25 à 40 inclus | — | 16 |
| 15 | Ponce de conducteur; lettres marquées : H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, Z, Y, AA, BB. | — | 20 |
| 16 | Ponce au numéro des gares de 25 à 40 inclus, N° 3 et 20 | — | 18 |
| 17 | Porte-feuille de conducteur | — | 10 |
| 18 | Composteur dateur à billet (modèle « KLEIN ») | — | 4 |
| 19 | Ardoises encadrées 45 × 35 | — | 20 |
| 20 | Pinces à contrôle emporte pièce, losange | — | 2 |

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être exactement conformes à leurs spécifications. Ils seront de la meilleure qualité du commerce, exempts de tout défaut et exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux dessins qui seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande.

Lomé, le 13 Février 1933

Le Capitaine du Génie BILLET,

Chef du Service du Chemin de Fer et du Wharf

BILLET

Approuvé :

En Conseil d'Administration

Séance du 23 Février 1933

Le Gouverneur des Colonies,

Commissaire de la République au Togo,

R. DE GUISE

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

La Croix de Guerre Française

La Légion française des Croix de guerre

Légion d'Honneur et Médaille Militaire sont dignement complétées par la Croix de Guerre qui constitue avec elles, en un glorieux tryptique, l'histoire de la France héroïque et sublime.

La Légion Française des Croix de Guerre, qui aujourd'hui rayonne dans toute la France métropolitaine et coloniale aussi bien qu'à l'étranger, a pour but de permettre à tous les combattants français et alliés titulaires de la Croix de Guerre française de se grouper, sans distinction de grade, de situation, d'opinion politique ou religieuse, dans une vaste association au sein de laquelle ceux qui furent l'élite des combattants, s'inspirant du pur esprit de la camaraderie du front continuent à mettre au service du pays et à celui d'une cause noble et généreuse, les qualités de cœur, de courage et d'énergie qu'ils apportèrent dans les combats.

Les régiments, unités, villes, etc., décorés de la croix de guerre peuvent se faire inscrire également comme membres actifs.

La Légion reçoit en outre l'affiliation des groupements autonomes uniquement composés de titulaires de la croix de guerre française et qui, tout en continuant à s'administrer librement, désirent s'assurer son appui.

Enfin « La Croix de Guerre Française » journal mensuel de la Légion, dont le service est fait gratuitement à tous les adhérents, établit une liaison étroite entre les sections, renseigne les Croix de Guerre sur toutes les questions qui les intéressent et prend leur défense en toutes circonstances.

Afin de permettre le développement rapide de son action, la Légion française des Croix de Guerre poursuit activement, dans chaque région militaire, la création de nouvelles légions, sections ou sous-sections. Elle est prête à les aider moralement et matériellement à se créer et à se développer.

En adressant leur adhésion, accompagnée d'un mandat de sept francs pour cotisation et droit d'entrée, les combattants titulaires de la Croix de Guerre Française qui désireraient collaborer à la formation de nouveaux groupes sont priés d'en informer le Secrétariat Général de la Légion, 42 rue du Docteur-Leroy, Le Mans (Sarthe).